

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2024/203606]

10 JANVIER 2024. — Décret modifiant le Livre II du Code de l'Environnement constituant le Code de l'Eau en ce qui concerne la réalisation de certains travaux en lien avec les cours d'eau en vue d'atténuer les conséquences des cas de force majeure. — Erratum

La publication du décret susmentionné, au *Moniteur belge* du 22 mars 2024, à la page 35571, est nulle et non avenue.

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2024/203606]

10. JANUAR 2024 — Dekret zur Änderung von Buch II des Umweltgesetzbuchs, das das Wassergesetzbuch bildet, hinsichtlich der Durchführung bestimmter Arbeiten in Verbindung mit Wasserläufen zur Abschwächung der durch höhere Gewalt verursachten Folgen. — Erratum

Die am 22. März 2024 auf Seite 35571 im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlichte Fassung des oben genannten Dekrets muss als nichtig betrachtet werden.

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2024/203606]

10 JANUARI 2024. — Decreet tot wijziging van Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt, voor wat betreft de uitvoering van bepaalde werken aan waterlopen om de gevolgen van gevallen van overmacht te beperken. — Erratum

De publicatie van bovenvermeld decreet in het *Belgisch Staatsblad* van 22 maart 2024 op blz. 35571, dient als onbestaande te worden beschouwd.

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2024/203602]

28 MARS 2024. — Décret relatif au transport de dioxyde de carbone par canalisations (1)

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement wallon, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE 1^{er}. — Dispositions générales Article 1^{er}

Article 1^{er}. Le présent décret transpose partiellement :

1° la directive 2003/87/CE du Parlement européen et du Conseil du 13 octobre 2003 établissant un système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre dans l'Union et modifiant la directive 96/61/CE du Conseil;

2° la directive 2009/31/CE du Parlement européen et du Conseil du 23 avril 2009 relative au stockage géologique du dioxyde de carbone et modifiant la directive 85/337/CEE du Conseil, les directives 2000/60/CE, 2001/80/CE, 2004/35/CE, 2006/12/CE et 2008/1/CE et le Règlement (CE) n° 1013/2006 du Parlement européen et du Conseil.

Art. 2. Pour l'application du présent décret et de ses arrêtés d'exécution, l'on entend par :

1° le réseau de CO₂ : le réseau de canalisations et tous ses accessoires, y compris les stations de compression et de détente associées, destiné à transporter le CO₂, depuis les sites des activités émettrices ou des ramifications locales de CO₂ jusqu'aux :

a) connexions avec des réseaux de transport équivalents dans d'autres régions, dans d'autres États membres de l'Espace économique européen ou au Royaume-Uni; ou

b) terminaux de liquéfaction; ou

c) sites de stockage CO₂; ou sites de réutilisation CO₂;

2° une ramification locale de CO₂ : un réseau de canalisations et tous ses accessoires, y compris les stations de compression et de détente associées, destiné à transporter le CO₂, de manière annexe au réseau de CO₂ ou limitée par rapport au réseau de CO₂, dans les conditions définies par le Gouvernement;

3° le gestionnaire de réseau de CO₂ : la personne morale qui exploite et gère le réseau de CO₂;

4° un gestionnaire de ramification locale de CO₂ : une personne morale qui exploite et gère une ramification locale de CO₂;

5° une conduite directe de CO₂ : une canalisation de transport de CO₂, non connectée au réseau de CO₂, reliant directement une entreprise qui exerce des activités émettrices de CO₂, à un site de réutilisation CO₂, à un terminal de liquéfaction ou à un site de stockage CO₂;

6° un site de réutilisation CO₂ : une infrastructure où le CO₂ produit et capté est traité à des fins industrielles ou agricoles;

7° un site de stockage CO₂ : un site de stockage agréé au titre de la directive 2009/31/CE du Parlement européen et du Conseil du 23 avril 2009 relative au stockage géologique du dioxyde de carbone et modifiant la directive 85/337/CEE du Conseil, les directives 200/60/CE, 2001/80/CE, 2004/35/CE, 2006/12/CE et 2008/1/CE et le Règlement (CE) n° 1013/2006 du Parlement européen et du Conseil;

8° un terminal de liquéfaction : une infrastructure où le CO₂ est liquéfié en vue de son transport vers un site de stockage CO₂ ou vers un site de réutilisation CO₂;

9° la CWaPE : la Commission wallonne pour l'énergie, visée au chapitre XI du décret du 12 avril 2001 relatif à l'organisation du marché régional de l'électricité;

10° une activité d'émission dans un secteur compétitif : une activité émettrice de CO₂ visée par ou en vertu de l'article 1^{er} du décret du 10 novembre 2004 instaurant un système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre, créant un Fonds wallon Kyoto et relatif aux mécanismes de flexibilité du Protocole de Kyoto, à l'exception des activités exercées dans le cadre d'un monopole régulé ou d'une mission d'intérêt public ainsi que de la catégorie du transport des gaz à effet de serre par canalisation en vue de leur stockage dans un site de stockage CO₂ ou en vue de leur réutilisation;

11° les services auxiliaires : les services nécessaires à l'exploitation du réseau de CO₂ ou d'une ramification locale de CO₂;

12° un flux de CO₂ : un flux de substances qui résulte des procédés de captage du CO₂;

13° une fuite : tout dégagement non-intentionnel de CO₂ à partir des canalisations de transport de CO₂.

CHAPITRE 2. — Régulateur du marché du transport de CO₂

Art. 3. Le régulateur du marché du transport de CO₂ par canalisations, via le réseau de CO₂ ou via une ramification locale de CO₂, est la CWaPE.

La CWaPE veille à promouvoir la transparence et l'efficacité du marché du transport de CO₂ en Région wallonne.

La CWaPE a pour missions de :

1° rendre un avis dans les cas déterminés par le présent décret ou ses arrêtés d'exécution;

2° conseiller le Parlement et le Gouvernement et de rendre compte de l'évolution du marché du transport de CO₂ en Région wallonne;

3° réaliser des études ou des recherches de sa propre initiative ou à la demande du Gouvernement en rapport avec le développement d'un marché transparent et efficace pour le transport de CO₂;

4° élaborer la méthodologie tarifaire et approuver les tarifs conformément aux lignes directrices fixées à l'article 21;

5° contrôler le respect par le gestionnaire de réseau CO₂, le gestionnaire de ramification locale de CO₂, ou l'exploitant d'une conduite directe de CO₂ ou d'un terminal de liquéfaction, ainsi que, le cas échéant par les filiales à qui les acteurs précités ont confié l'exploitation journalière de leurs activités, de toutes les obligations qui leur sont imposées par le présent décret et ses arrêtés d'exécution.

La CWaPE rend compte au Gouvernement sur les missions qui lui sont confiées en vertu du présent décret, à l'exclusion de ses autres missions ainsi que du fonctionnement et de l'organisation de la CWaPE en général.

CHAPITRE 3. — Gestionnaire de réseau de CO₂ et gestionnaire de ramification locale de CO₂

Art. 4. § 1^{er}. Le Gouvernement désigne, après avis de la CWaPE, un gestionnaire de réseau de CO₂ pour une période de 20 ans, renouvelable.

Le Gouvernement publie un appel à candidatures au *Moniteur belge* en vue de la désignation du gestionnaire du réseau de CO₂.

L'appel à candidature précise les modalités de remise des candidatures, les éléments nécessaires pour permettre à la CWaPE de les évaluer et au Gouvernement de procéder à la désignation.

Dans les soixante jours calendriers suivant la fin de la période de dépôt des candidatures, la CWaPE rend son avis sur chaque demande de désignation.

Le Gouvernement fixe la procédure de renouvellement.

§ 2. La désignation d'un gestionnaire de réseau de CO₂ a lieu sur la base des critères suivants :

1° l'expérience du candidat dans la gestion d'un réseau de transport ou de distribution de produits dans un état gazeux, liquide ou autre;

2° la capacité technique, financière et organisationnelle du candidat;

3° la capacité du candidat à assurer l'équilibrage du réseau qu'il exploite; 4° l'expérience du candidat dans la gestion d'un réseau accessible aux tiers;

5° la qualité du plan de développement déposé par le candidat, et notamment la fiabilité, la couverture géographique, la rapidité et le coût avec lesquels le candidat est en mesure de déployer le réseau de CO₂, en tenant compte du calendrier dans lequel les autorisations requises sont obtenues par le candidat et, le cas échéant, de la réutilisation de réseaux ou de canalisations existants;

6° la capacité du candidat à répondre aux exigences d'indépendance et de composition de son actionnariat visées à l'article 5.

Le Gouvernement peut ajouter des critères additionnels pour la désignation d'un gestionnaire de réseau CO₂. Ces critères additionnels n'ont pas pour effet de créer une distorsion dans le choix parmi les candidats.

§ 3. S'il n'est pas renouvelé au terme de la période de vingt ans ou en cas de faillite ou de dissolution, le mandat d'un gestionnaire de réseau de CO₂ prend fin.

Le Gouvernement peut révoquer la désignation d'un gestionnaire de réseau de CO₂, après mise en demeure par écrit et audition du gestionnaire de réseau de CO₂, en cas de :

1° changement important dans l'actionnariat du gestionnaire de réseau de CO₂ qui compromet l'indépendance de la gestion du réseau de CO₂, conformément à l'article 6, § 2 et 3;

2° manquement grave par le gestionnaire de réseau de CO₂ aux obligations qui lui incombent en vertu du présent décret ou de ses arrêtés d'exécution.

Art. 5. Après évaluation des besoins, consultation du gestionnaire du réseau de CO₂ et avis de la CWaPE, le Gouvernement peut désigner, selon les modalités et aux conditions qu'il détermine un gestionnaire de ramification locale du réseau CO₂ pour une période de vingt ans, renouvelable.

Art. 6. § 1^{er}. Le gestionnaire de réseau de CO₂ dispose soit d'un droit de propriété soit d'un droit d'usage du réseau de CO₂ qu'il exploite.

§ 2. Le gestionnaire de réseau de CO₂ est indépendant, en ce qui concerne sa forme juridique, des sociétés qui exercent une activité d'émission dans un secteur compétitif ou une activité de réutilisation du CO₂.

Une société visée à l'alinéa 1^{er} ne peut détenir des parts représentatives du capital du gestionnaire de réseau de CO₂.

§ 3. Un ou plusieurs pouvoirs publics détiennent, seuls ou ensemble, minimum cinquante pour cent plus une des parts représentatives du capital du gestionnaire de réseau CO₂ et au minimum cinquante pour cent plus un des droits de vote. Cette détention peut être directe ou indirecte par le biais d'entités dans lesquelles un ou plusieurs pouvoirs publics détiennent, seuls ou ensemble, minimum cinquante pour cent plus une des parts représentatives du capital et au minimum cinquante pour cent plus un des droits de vote.

Pour l'application de l'alinéa 1^{er}, l'État, les Régions, les Communautés, les autorités locales, dont les communes, les provinces, les intercommunales et les centres publics d'action sociale, ainsi que tout organisme de droit public qui dépend des pouvoirs publics précités sont considérés comme des pouvoirs publics. Les organismes dont plus de la moitié des membres de leur organe d'administration, de direction ou de surveillance sont désignés par un pouvoir public sont considérés comme dépendant d'un pouvoir public.

Art. 7. Le gestionnaire de réseau de CO₂ :

- 1° maintient une capacité technique suffisante pour couvrir les besoins de transport du réseau de CO₂;
- 2° établit, conserve et met à la disposition du Gouvernement des plans du réseau de CO₂;
- 3° résout les interruptions et les pannes intervenant sur le réseau de CO₂;
- 4° tient des registres et des journaux de bord sur le CO₂ transporté dans le réseau de CO₂;
- 5° donne aux utilisateurs potentiels l'accès au réseau de CO₂ dans les conditions prévues aux articles 21 et 25;
- 6° fournit aux utilisateurs et aux utilisateurs potentiels les informations nécessaires sur les conditions d'accès au réseau de CO₂.

Le Gouvernement peut préciser les tâches du gestionnaire de réseau de CO₂.

CHAPITRE 4. — Conduite directe de CO₂

Art. 8. Toute conduite directe de CO₂ est soumise à autorisation préalable de la CWaPE, après avis du gestionnaire de réseau de CO₂ et du gestionnaire de ramification locale de CO₂. Le gestionnaire de réseau de CO₂ et le gestionnaire de ramification locale rendent leur avis dans les 30 jours.

Le Gouvernement détermine, après avis de la CWaPE, les critères objectifs et non discriminatoires d'octroi de l'autorisation, la redevance à payer pour l'examen du dossier, les modalités et les exigences auxquelles doit répondre la demande du candidat et le délai dans lequel la CWaPE rend sa décision.

Art. 9. L'autorisation d'exploiter une conduite directe de CO₂ est valable pour la période fixée par le Gouvernement, qui ne peut pas excéder vingt ans. Cette période est renouvelable.

CHAPITRE 5. — Règles en matière de sécurité

Art. 10. Sur proposition du gestionnaire de réseau de CO₂ et après avis de la CWaPE, le Gouvernement fixe les prescriptions générales portant sur la sécurité dans le cadre de la conception, la construction, l'exploitation et la mise hors service du réseau de CO₂, des ramifications locales de CO₂ et des conduites directes de CO₂.

Ces prescriptions générales définissent notamment :

- 1° les obligations du gestionnaire de réseau de CO₂, du gestionnaire de ramification locale de CO₂ ou de l'exploitant d'une conduite directe de CO₂ en matière de prévention et le traitement des accidents par l'instauration d'un système de gestion de la sécurité et d'un plan d'urgence;
- 2° la zone réservée autour du réseau de CO₂, d'une ramification locale de CO₂ ou de toute conduite directe de CO₂ ainsi que les interdictions de construction, d'occupation, de travaux ou de plantations y afférentes;
- 3° les profondeurs d'enfouissement des canalisations et les conditions auxquelles une installation aérienne peut être utilisée;
- 4° la protection du tracé;
- 5° la protection contre la corrosion;
- 6° les matériaux utilisés et la spécification pour la fourniture des matériaux ainsi que les épreuves et le contrôle des matériaux;
- 7° les spécifications pour le calcul des canalisations;
- 8° les spécifications pour l'exécution des travaux sur le chantier lors de la pose des canalisations;
- 9° le contrôle des assemblages;
- 10° le contrôle des travaux après la pose et les épreuves de réception au niveau de l'étanchéité;
- 11° les conditions d'exploitation, en ce compris la surveillance des canalisations, ainsi que la pression, la température et l'épaisseur des parois;
- 12° les obligations de contrôle du réseau de CO₂, des ramifications locales de CO₂ et des conduites directes de CO₂;
- 13° les exigences en matière d'analyse de risques.

Art. 11. Les intervenants qui planifient d'exécuter ou exécutent des travaux à proximité du réseau de CO₂, d'une ramification locale de CO₂ ou d'une conduite directe de CO₂, le gestionnaire de réseau de CO₂, le gestionnaire de ramification locale de CO₂ et les exploitants des conduites directes de CO₂ se conforment aux obligations prévues par le Gouvernement en matière d'obligations de consultation et d'information à respecter lors de l'exécution de travaux à proximité d'installations de transport de de CO₂ par canalisations.

Art. 12. Le réseau de CO₂, les ramifications locales de CO₂ et les conduites directes de CO₂ sont conçues, construites, exploitées et mises hors service conformément aux règles prévues aux articles 10, 11, et 32.

Le gestionnaire de réseau de CO₂, le gestionnaire de ramification locale de CO₂ et les exploitants de conduites directes de CO₂ établissent, exploitent, entretiennent, développent et mettent hors service le réseau de CO₂, la ramification locale de CO₂ ou la conduite directe de CO₂ de manière économique et sûre et mettent en oeuvre les moyens raisonnables pour assurer la sécurité des biens et des personnes, dans le respect de l'environnement.

Le réseau de CO₂, la ramification locale de CO₂ et la conduite directe de CO₂ doivent supporter les sollicitations internes et externes auxquelles ils sont susceptibles d'être soumis dans des conditions d'exploitation normale, aux conditions définies par le Gouvernement.

CHAPITRE 6. — *Prérogatives d'utilité publique*

Section 1^{ère}. — En ce qui concerne le domaine public

Art. 13. § 1^{er}. Le gestionnaire de réseau de CO₂ et le gestionnaire de ramification locale de CO₂ ont le droit d'exécuter sur, sous ou au-dessus du domaine public, tous les travaux nécessaires à l'établissement, au fonctionnement et à l'entretien du réseau de CO₂ ou de la ramification locale de CO₂, dans le respect des dispositions légales et réglementaires en vigueur, et dans les conditions définies dans la présente section.

§ 2. Lorsque la Région et les personnes morales de droit public qui en dépendent, les provinces et les communes constatent un problème de compatibilité entre une installation de transport établie sous, sur ou au-dessus de leur domaine public et un projet d'utilité publique, une notification, le cas échéant dès la pré-étude, décrivant de manière motivée le problème de compatibilité est envoyée au gestionnaire de réseau de CO₂ ou au gestionnaire de ramification locale de CO₂. Le gestionnaire de réseau de CO₂ ou le gestionnaire de ramification locale de CO₂ est invité à une concertation.

La concertation porte au moins sur le principe, les modalités et la chronologie de mise en oeuvre des mesures nécessaires pour assurer ladite compatibilité, en tenant compte des intérêts des parties concernées.

A défaut d'accord à l'issue de la concertation, le gestionnaire du domaine public en cause peut, en tenant compte des intérêts des parties concernées, imposer des mesures qui consistent, soit à réaliser des travaux permettant le maintien de l'installation de transport, en ce compris sa protection, soit à modifier l'implantation ou le tracé de l'installation. Les modalités d'exécution des mesures précitées sont convenues avec le gestionnaire de réseau de CO₂ ou le gestionnaire de ramification locale de CO₂.

Les modifications ainsi apportées sont réalisées aux frais du gestionnaire du réseau de CO₂ ou du gestionnaire de ramification locale de CO₂ lorsqu'elles sont imposées soit pour un motif de sécurité publique, soit pour préserver la beauté d'un site, soit dans l'intérêt d'un service public ou des cours d'eau, canaux et voies publiques, soit en raison de changements apportés aux accès des propriétés situées en bordure de la voie publique. Dans les autres cas, elles sont à la charge de la Région ou des personnes morales de droit public qui en dépendent, de la province ou de la commune, qui peuvent alors exiger un devis préalable et, en cas de désaccord sur le prix des travaux à exécuter, procéder elles-mêmes à cette exécution.

Par dérogation à l'alinéa précédent, lorsque des modifications sont imposées par la Région wallonne ou une personne morale de droit public qui en dépend, sur son domaine et dans le cadre de ses compétences, au gestionnaire de réseau de CO₂ ou au gestionnaire de ramification locale de CO₂, les frais de travaux sont à charge de la Région wallonne ou de la personne morale de droit public qui en dépend.

Art. 14. § 1^{er}. Tout gestionnaire de réseau de CO₂ ou gestionnaire de ramification locale de CO₂ doit s'acquitter d'une redevance annuelle auprès des communes, des provinces et de la Région pour occupation du domaine public par le réseau de CO₂ ou la ramification locale de CO₂ dont il assure l'exploitation.

§ 2. Pour l'année n et pour une commune donnée, le montant global de la redevance est établi conformément à la formule définie par le Gouvernement.

§ 3. Le montant global de la redevance visée au paragraphe 2 est affecté pour 35 à la Région, pour 1 à la province sur le territoire de laquelle est situé le réseau de CO₂ ou la ramification locale de CO₂ et le solde aux communes sur le territoire desquelles est situé le réseau de CO₂ ou la ramification locale de CO₂. La répartition du solde vers les communes dans lesquelles le gestionnaire de réseau de CO₂ ou le gestionnaire de ramification locale de CO₂ est actif est faite selon la formule déterminée par le Gouvernement. Dans l'hypothèse où un gestionnaire de réseau de CO₂ ou le gestionnaire de ramification locale de CO₂ dessert des territoires répartis sur plusieurs provinces, la part revenant à chaque province est établie proportionnellement en fonction des communes visées situées sur ce territoire, conformément à la formule déterminée par le Gouvernement.

Lors de l'établissement de nouvelles infrastructures relatives au réseau de CO₂ ou à la ramification locale de CO₂, le Gouvernement détermine à partir de quelle année la redevance est acquittée.

§ 4. Le Gouvernement fixe le mode de calcul de la redevance, et détermine la procédure et les modalités de perception de la redevance et le recours du gestionnaire de réseau de CO₂ ou du gestionnaire de ramification locale de CO₂, de la Région, de la province ainsi que de la commune.

Section 2. — En ce qui concerne les propriétés privées

Art. 15. § 1^{er}. Le Gouvernement peut, après enquête publique, déclarer qu'il y a utilité publique à établir un réseau de CO₂ ou une ramification locale de CO₂ sous, sur ou au-dessus des terrains privés non bâtis.

Cette déclaration d'utilité publique confère au gestionnaire de réseau de CO₂ ou au gestionnaire de ramification locale de CO₂ le droit d'établir de telles installations sous, sur ou au-dessus de ces terrains privés, d'en assurer la surveillance et d'exécuter les travaux nécessaires à leur fonctionnement et à leur entretien, le tout aux conditions déterminées dans ladite déclaration.

Les travaux ne peuvent être entamés qu'après l'expiration d'un délai de deux mois à dater de la notification qui en est faite aux propriétaires, titulaires de droit réel et locataires intéressés, par lettre recommandée à la poste.

L'occupation partielle du fonds privé doit respecter l'usage auquel celui-ci est affecté. Elle n'entraîne aucune dépossession mais est constitutive d'une servitude légale d'utilité publique interdisant tout acte de nature à nuire aux installations de transport de CO₂ ou à leur exploitation.

§ 2. Le bénéficiaire de la servitude prévue au paragraphe 1^{er} est tenu au paiement d'une indemnité au profit du propriétaire du fonds grevé de cette servitude ou de détenteurs de droits réels attachés à ce fonds.

L'indemnité peut faire l'objet d'un paiement unique, auquel cas elle tient lieu d'indemnité forfaitaire; elle est également payable sous la forme d'une redevance annuelle à régler par anticipation.

§ 3. Le Gouvernement détermine :

1° la procédure à suivre pour la déclaration d'utilité publique visée au paragraphe 1^{er}, notamment la forme de la demande, les documents qui doivent l'accompagner, l'instruction du dossier et les enquêtes à effectuer par les autorités saisies d'une telle demande, les délais dans lesquels l'autorité compétente doit statuer et notifier sa décision au demandeur et la redevance à payer par le demandeur pour l'examen du dossier;

2° le mode de calcul des redevances visées au paragraphe 2, ainsi que leur mode d'indexation.

Art. 16. Le propriétaire du fonds privé grevé d'une servitude telle que visée à l'article 15, § 1^{er}, peut, dans un délai de deux ans prenant cours à partir de la notification prévue à l'article 15, § 1^{er}, alinéa 3, informer le Gouvernement qu'il demande au bénéficiaire de la servitude d'acheter le terrain occupé. Si aucun accord de vente amiable n'intervient entre le propriétaire du fonds grevé et le bénéficiaire de la servitude, les dispositions de l'article 18 trouvent application.

Le Gouvernement détermine les droits et obligations de l'éventuel titulaire de droit réel ou du locataire éventuel dans le cadre de la vente de ce fonds.

Art. 17. § 1^{er}. Si le propriétaire du fonds grevé ou celui qui est en droit d'y ériger des constructions décide de construire sur le fonds, il notifie sa décision au gestionnaire de réseau de CO₂ ou au gestionnaire de ramification locale de CO₂ par courrier recommandé à la poste. Celui-ci sera tenu de déplacer ou d'enlever les infrastructures de réseau si l'intéressé le requiert.

§ 2. S'il demande le déplacement des infrastructures en vue de la construction sur le fonds grevé, l'intéressé ne peut entamer les travaux que dix-huit mois après la notification visée au paragraphe 1^{er}. Le cas échéant, le Gouvernement peut accorder un délai supplémentaire au gestionnaire de réseau de CO₂ ou au gestionnaire de ramification locale de CO₂ pour lui permettre d'obtenir les autorisations requises par ce déplacement. Il en informe le propriétaire du fonds.

Le coût du déplacement ou de l'enlèvement des infrastructures à la suite d'une notification visée au paragraphe 1^{er} est à la charge du gestionnaire de réseau de CO₂ ou du gestionnaire de ramification locale de CO₂.

§ 3. Si l'intéressé ne demande pas le déplacement des infrastructures, le gestionnaire de réseau de CO₂ ou le gestionnaire de ramification locale de CO₂ conserve le droit d'exercer la surveillance de ces installations et d'exécuter les travaux nécessaires à leur fonctionnement, à leur entretien et à leur réparation.

§ 4. Au moment de la réception de la notification visée au paragraphe 1^{er}, le gestionnaire de réseau de CO₂ ou le gestionnaire de ramification locale de CO₂ peut proposer au propriétaire du fonds grevé d'acheter le terrain. Il en informe le Gouvernement.

Si aucun accord amiable n'intervient, les dispositions de l'article 18 trouvent application.

Art. 18. Le gestionnaire de réseau de CO₂ ou le gestionnaire de ramification locale de CO₂ au profit duquel un arrêté du Gouvernement de déclaration d'utilité publique a été pris peut, sur sa demande et dans les limites de cet arrêté, être autorisé par le Gouvernement à poursuivre au nom de la Région, mais à ses frais, les expropriations nécessaires.

Art. 19. Le gestionnaire de réseau de CO₂ ou le gestionnaire de ramification locale de CO₂ est tenu à réparation des dommages causés par les travaux auxquels il a procédé lors de l'établissement ou de l'exploitation de ses installations, ainsi qu'à l'indemnisation des dommages causés à des tiers, soit du fait de ces travaux, soit de l'utilisation du fonds grevé de la servitude; les indemnités du chef des dommages causés sont entièrement à charge de ce gestionnaire; elles sont dues aux personnes qui subissent ces dommages; leur montant est déterminé soit à l'amiable, soit par les tribunaux.

CHAPITRE 7. — *Obligation de service public*

Art. 20. Après avis de la CWaPE, le Gouvernement peut imposer au gestionnaire de réseau CO₂ ou aux gestionnaires de ramification locale de CO₂ une obligation de service public clairement définie, transparente, non discriminatoire pour le financement des missions de la CWaPE en vertu du présent décret et dont le respect fait l'objet d'un contrôle par la CWaPE.

CHAPITRE 8. — *Tarifs*

Art. 21. La CWaPE adopte, après approbation du Gouvernement, une méthodologie tarifaire relative aux tarifs pour le raccordement, l'utilisation et les services auxiliaires applicables au réseau de CO₂ et à la ramification locale de CO₂.

Cette méthodologie comporte une procédure d'approbation des tarifs par la CWaPE et respecte les lignes directrices suivantes :

1° les tarifs sont transparents, non discriminatoires et équitables pour les utilisateurs;

2° les tarifs comprennent les coûts de raccordement, d'utilisation et des services auxiliaires;

3° les tarifs visent à assurer un juste équilibre entre la qualité des services fournis et le coût supporté par les utilisateurs; le gestionnaire de réseau de CO₂ et le gestionnaire de ramification locale de CO₂ perçoivent une marge bénéficiaire équitable;

4° le gestionnaire de réseau de CO₂ et le gestionnaire de ramification locale de CO₂ appliquent des périodes d'amortissement qui reflètent la durée de vie économique attendue des actifs.

La méthodologie tarifaire est adoptée après consultation des autorités étatiques compétentes ainsi que des autorités compétentes des autres régions dont le territoire est traversé par les canalisations du réseau de CO₂, afin d'assurer une tarification cohérente.

Art. 22. La CWaPE approuve les tarifs du réseau de CO₂ et des ramifications locales de CO₂, localisés entièrement sur le territoire de la Région wallonne.

Lorsque le réseau de CO₂ franchit la frontière de la Région wallonne, la CWaPE consulte les autorités étatiques compétentes ainsi que les autorités compétentes des autres régions dont le territoire est traversé par lesdites canalisations, afin d'assurer une tarification cohérente.

CHAPITRE 9. — *Développement du réseau de CO₂ et des ramifications locales de CO₂*

Art. 23. Le gestionnaire de réseau de CO₂ établit un plan de développement du réseau de CO₂.

Le gestionnaire de ramification locale établit un plan de développement de la ramification locale de CO₂.

Le plan de développement couvre une période d'au moins dix ans et est révisé chaque année.

Le plan de développement du réseau de CO₂ inclut une estimation détaillée des besoins actuels et futurs en capacités, montre que le gestionnaire de réseau de CO₂ ou le gestionnaire de ramification locale de CO₂ est en mesure de développer un réseau de CO₂ ou une ramification locale de CO₂ répondant à ces besoins sur les plans économiques et techniques et contient un programme d'investissement, avec les objectifs suivants :

- 1° desservir et interconnecter les sites ou pôles industriels de la Région wallonne;
- 2° offrir des capacités de transport qui permettent de transporter les quantités de CO₂;
- 3° interconnecter le réseau de CO₂ avec les ramifications locales de CO₂ existantes ou planifiées dans les autres régions et dans les pays voisins et, le cas échéant, les terminaux de liquéfaction.

Le plan de développement d'une ramification locale répond aux conditions et objectifs définis par le Gouvernement.

Les gestionnaires de terminaux de liquéfaction collaborent avec le gestionnaire de réseau de CO₂ et le gestionnaire de ramification locale de CO₂ dans l'élaboration du plan de développement et lui fournissent toutes les informations nécessaires à la planification.

Le plan de développement est soumis annuellement au Gouvernement pour approbation, après avis de la CWaPE. Le Gouvernement peut demander de manière motivée au gestionnaire de réseau de CO₂ ou au gestionnaire de ramification locale de CO₂ d'inclure des explications ou des données supplémentaires dans le plan. Le Gouvernement se concerta préalablement avec la ou les autorités compétentes étatiques ainsi qu'avec les autorités compétentes des autres régions pour remettre un avis ou approuver les plans de développement des gestionnaires désignés dans les autres régions.

Après l'approbation du plan de développement, le gestionnaire de réseau de CO₂ ou le gestionnaire de ramification locale de CO₂ publie le plan de développement sur son site internet.

Le Gouvernement fixe les règles et délais pour la procédure d'élaboration, d'approbation et de publication du plan de développement.

CHAPITRE 10. — Accès des utilisateurs

Art. 24. Le flux de CO₂ transporté répond aux exigences visées à l'article D.XI.22,

§ § 1^{er} et 4, du Code de la gestion des ressources du sous-sol.

Art. 25. § 1^{er}. Les utilisateurs potentiels se voient accorder l'accès, dans les conditions énoncées aux paragraphes 2 à 5 :

- 1° au réseau de CO₂, en vue du transport du CO₂ produit et capté;
- 2° aux ramifications locales de CO₂ en vue du transport du CO₂ produit et capté;
- 3° aux terminaux de liquéfaction.

§ 2. Les utilisateurs potentiels soumettent au gestionnaire de réseau de CO₂ ou au gestionnaire de ramification locale de CO₂, par envoi sécurisé, une demande d'accès au réseau de CO₂, en indiquant toutes les données pertinentes, en particulier quant au CO₂ capté.

L'accès au réseau de CO₂ ou à une ramification locale de CO₂ est réglementé dans un contrat, dont le modèle est soumis à l'approbation de la CWaPE, entre le gestionnaire de réseau de CO₂ ou le gestionnaire de ramification locale de CO₂ et l'utilisateur qui assure à ce dernier un accès transparent, équitable et non-discriminatoire au réseau de CO₂ ou à la ramification locale de CO₂. Le gestionnaire de réseau de CO₂ et le gestionnaire de ramification locale de CO₂ publie sur son site internet les conditions d'accès.

§ 3. Le gestionnaire de réseau de CO₂ et le gestionnaire de ramification locale de CO₂ accordent à l'utilisateur potentiel l'accès au réseau de CO₂ ou à la ramification locale de CO₂, en tenant compte de :

- 1° la capacité de transport disponible ou pouvant raisonnablement être rendue disponible pour le réseau de CO₂ et la ramification locale de CO₂;
- 2° la nécessité de refuser l'accès au réseau de CO₂ ou à la ramification locale de CO₂ en cas d'incompatibilité des spécifications techniques ne pouvant être résolue de façon raisonnable;
- 3° les besoins raisonnables de l'utilisateur potentiel et les intérêts de tous les autres utilisateurs du réseau de CO₂ ou de la ramification locale de CO₂;
- 4° la capacité de stockage disponible ou pouvant raisonnablement être rendue disponible ou la capacité de traitement du site de stockage CO₂, du terminal de liquéfaction ou du site de réutilisation CO₂ vers lequel le CO₂ capté est transporté.

§ 4. Le gestionnaire de réseau de CO₂ ou le gestionnaire de ramification locale de CO₂ peut refuser l'accès uniquement pour l'un des motifs suivants :

- 1° le non-respect des critères visés à l'article 24 par le flux de CO₂;
- 2° un manque de capacité du réseau de CO₂ ou de la ramification locale de CO₂ ou une incompatibilité avec ses spécifications techniques;
- 3° un manque de capacité de stockage ou de traitement du site de stockage CO₂, du terminal de liquéfaction ou du site de réutilisation CO₂ vers lequel le CO₂ capturé est transporté, ou une incompatibilité avec leurs spécifications techniques.

Le gestionnaire de réseau de CO₂ ou le gestionnaire de ramification locale de CO₂ motive la décision de refuser l'accès au réseau de CO₂ ou à la ramification locale de CO₂.

En cas de refus d'accès pour capacité insuffisante du réseau de CO₂ ou de la ramification locale de CO₂, le gestionnaire de réseau de CO₂ ou le gestionnaire de ramification locale de CO₂ procède à une augmentation de la capacité ou à d'autres travaux uniquement lorsque ceux-ci sont économiquement justifiés. Pour apprécier le caractère économiquement justifié, le gestionnaire de réseau de CO₂ ou le gestionnaire de ramification locale de CO₂ prend en compte les tarifs approuvés conformément à l'article 22. Il prend en compte la contribution financière que l'utilisateur potentiel est en mesure d'apporter pour l'augmentation de capacité.

Le Gouvernement est habilité à ordonner au gestionnaire de réseau de CO₂ ou au gestionnaire de ramification locale de CO₂ de poursuivre le développement du réseau de CO₂ ou à la ramification locale de CO₂, après une analyse coûts-bénéfices positive de la CWaPE, lorsque le développement du réseau de CO₂ ou de la ramification locale de CO₂ revêt une importance économique exceptionnelle. Le Gouvernement détermine la procédure applicable et les critères auxquels doit répondre l'analyse coûts-bénéfices.

Le Gouvernement est habilité à prendre, dans la mesure des moyens disponibles, des mesures de soutien complémentaire justifiées en vue d'encourager le déploiement du réseau de CO₂ ou de la ramification locale de CO₂.

§ 5. Les terminaux de liquéfaction qui répondent aux critères définis par le Gouvernement sont accessibles aux utilisateurs sur demande.

La demande d'accès au terminal de liquéfaction est soumise au gestionnaire d'un terminal de liquéfaction, par envoi sécurisé, en indiquant toutes les données pertinentes, en particulier quant au CO₂ capté.

L'accès au terminal de liquéfaction est réglementé dans un contrat, validé par la CWaPE, entre le gestionnaire du terminal de liquéfaction et l'utilisateur qui assure à ce dernier un accès transparent, équitable et non - discriminatoire au terminal de liquéfaction. Chaque gestionnaire d'un terminal de liquéfaction publie sur son site internet les conditions d'accès.

Les gestionnaires de terminaux de liquéfaction accordent l'accès au terminal à l'utilisateur potentiel, en tenant compte de :

- 1° la capacité et les spécifications techniques du terminal;
- 2° les besoins raisonnables de l'utilisateur potentiel et les intérêts de tous les autres utilisateurs du terminal.

Les gestionnaires de terminaux de liquéfaction peuvent refuser l'accès pour l'un des motifs suivants :

- 1° le non-respect des critères visés à l'article 24 par le flux de CO₂;
- 2° le manque de capacité du terminal ou l'incompatibilité avec ses spécifications techniques.

Les gestionnaires de terminaux de liquéfaction motivent la décision de refuser l'accès au terminal de liquéfaction concerné.

CHAPITRE 11. — *Résolution des litiges*

Art. 26. § 1^{er}. Le Service régional de médiation de la CWaPE est compétent pour l'examen et le traitement des questions et plaintes concernant le transport de CO₂ par canalisations ou ayant trait aux activités de gestionnaire de réseau de CO₂, d'un gestionnaire de ramification locale de CO₂, d'un exploitant d'une conduite directe de CO₂ ou d'un terminal de liquéfaction, d'un utilisateur ou d'un utilisateur potentiel dans la mesure où cette demande ou cette plainte relève de la compétence régionale.

§ 2. Le Service régional de médiation est valablement saisi par tout gestionnaire de réseau de CO₂, tout gestionnaire de ramification locale de CO₂, par tout exploitant d'une conduite directe de CO₂ ou d'un terminal de liquéfaction, tout utilisateur ou utilisateur potentiel.

Sans préjudice d'autres modalités prévues par le présent décret, les questions et plaintes sont soumises au Service régional de médiation par courrier, télécopie ou courrier électronique. Les plaintes ne sont recevables que lorsque le demandeur démontre qu'il a entamé au préalable une démarche amiable auprès du gestionnaire de réseau de CO₂, du gestionnaire de ramification locale de CO₂, de l'exploitant d'une conduite directe de CO₂ ou d'un terminal de liquéfaction, de l'utilisateur ou de l'utilisateur potentiel et si les dernières démarches du plaignant ne remontent pas à plus d'un an avant la date de dépôt de la plainte.

Le Gouvernement arrête les modalités d'instruction des dossiers par le Service régional de médiation.

§ 3. De l'accord des parties concernées, le Service régional de médiation tente de concilier le point de vue des parties, afin de faciliter un compromis amiable entre celles-ci.

Le Gouvernement arrête le règlement de la procédure de conciliation.

§ 4. Si, dans le cadre de l'instruction du dossier, le Service régional de médiation constate que le gestionnaire de réseau de CO₂, le gestionnaire de ramification locale de CO₂ ou l'exploitant d'une conduite directe de CO₂ ou d'un terminal de liquéfaction a méconnu des dispositions déterminées du présent décret ou de ses arrêtés d'exécution, il peut transmettre le dossier au comité de direction de la CWaPE, en vue de l'application de la procédure visée à l'article 31.

§ 5. Le Service régional de médiation intègre les activités visées au présent article dans son rapport d'activité visé à l'article 48 du décret du 12 avril 2001 relatif à l'organisation du marché régional de l'électricité.

Art. 27. § 1^{er}. Tout différend concernant le réseau de CO₂, une ramification locale de CO₂, une conduite directe de CO₂ ou un terminal de liquéfaction quant aux obligations imposées au gestionnaire de réseau de CO₂, au gestionnaire de ramification locale de CO₂, à l'exploitant de la conduite directe de CO₂ ou au gestionnaire du terminal de liquéfaction, par ou en vertu du présent décret, à l'exception de ceux portant sur des droits et obligations de nature civile, peut être porté devant la Chambre des litiges visée à l'article 49 du décret du 12 avril 2001 relatif à l'organisation du marché régional de l'électricité.

La Chambre des litiges est habilitée à transmettre la requête au Service régional de médiation s'il apparaît qu'une tentative de médiation serait opportune. Dans ce cas, elle en informe les parties. Si la requête est transmise au Service régional de médiation, les délais de procédure en vigueur devant la Chambre des litiges sont suspendus le temps que ce service clôture la procédure de médiation.

§ 2. La Chambre des litiges est saisie par voie de requête adressée par recommandé ou tout moyen déclaré conforme par le Gouvernement.

Préalablement à sa décision, la Chambre des litiges invite les parties à comparaître devant elle, si elle le juge opportun ou à la demande d'une des parties. Si elles le désirent, les parties peuvent se faire assister d'un conseil.

La Chambre des litiges peut procéder ou faire procéder à toute investigation utile et, au besoin, désigner des experts et entendre des témoins.

§ 3. La Chambre des litiges rend sa décision dans les deux mois de sa saisine. Ce délai est prolongé de deux mois si la chambre a décidé de procéder ou de faire procéder à des investigations, conformément au paragraphe précédent. Une nouvelle prolongation du délai est possible moyennant l'accord du plaignant.

Les décisions de la chambre des litiges sont motivées et contraignantes.

§ 4. En cas d'urgence, la Chambre des litiges peut être saisie d'une demande de mesures provisoires. Le requérant doit faire valoir, à l'appui de sa demande, le préjudice grave et difficilement réparable qu'il risque d'encourir en l'absence de telles mesures.

§ 5. Les décisions de la Chambre des litiges peuvent, dans un délai de trente jours à partir de leur notification ou à défaut de notification, à partir de leur prise de connaissance, faire l'objet d'un recours de pleine juridiction devant la Cour des marchés. Le recours est ouvert aux parties au litige devant la Chambre des litiges ainsi qu'à toute personne ayant un intérêt.

De même, à défaut de décision de la chambre des litiges dans le délai fixé par le paragraphe 3, la partie la plus diligente peut porter le différend devant la Cour des marchés, dans les trente jours qui suivent la date d'expiration du délai fixé par le paragraphe 3.

Le Gouvernement peut intervenir à la cause, sans toutefois que cette intervention ne puisse retarder la procédure.

Le recours visé à l'alinéa 1^{er} n'est pas suspensif.

Pour l'ensemble des aspects ayant trait à la procédure devant la Cour des marchés, le Code judiciaire est applicable.

Art. 28. Toute partie lésée a le droit de présenter, devant la CWaPE, une plainte en réexamen dans les deux mois suivant la publication d'une décision de la CWaPE ou de la proposition de décision arrêtée par la CWaPE dans le cadre d'une procédure de consultation. Cette plainte n'a pas d'effet suspensif, sauf lorsqu'elle est dirigée contre une décision imposant une amende administrative.

Dès réception de la plainte, la CWaPE en accuse réception en indiquant la date à laquelle cette plainte a été réceptionnée.

La CWaPE statue dans un délai de deux mois à dater de la réception de la plainte ou des compléments d'informations qu'elle a sollicités.

CHAPITRE 12. — *Surveillance des effets sur l'environnement et la santé humaine*

Art. 29. § 1^{er}. Le Gouvernement met en place un système d'inspections de routine ou ponctuelles sur le réseau de CO₂, les ramifications locales de CO₂ ainsi que sur les conduites directes de CO₂ et sur les terminaux de liquéfaction, afin de contrôler et de favoriser le respect des exigences du présent décret et de surveiller les effets sur l'environnement et la santé humaine.

§ 2. En cas de fuite ou d'irrégularité notable, le gestionnaire de réseau de CO₂, le gestionnaire de ramification locale de CO₂, l'exploitant de la conduite directe de CO₂ ou le gestionnaire du terminal de liquéfaction informe immédiatement le Gouvernement wallon, ainsi que le Bourgmestre et le Gouverneur de la Province concernés. Il prend les mesures correctives nécessaires, notamment des mesures ayant trait à la protection de la santé humaine. En cas de fuite ou d'irrégularité notable impliquant un risque de fuite, l'exploitant informe également l'autorité visée à l'article 10 du décret du 10 novembre 2004.

Les mesures correctives sont prises sur la base du plan d'urgence visé à l'article 10, alinéa 2, 1^o.

Le Gouvernement peut à tout moment exiger que l'exploitant prenne les mesures correctives nécessaires ainsi que les mesures liées à la protection de la santé humaine. Il peut s'agir de mesures supplémentaires ou différentes de celles prévues dans le plan de mesures correctives.

Le Gouvernement peut aussi prendre à tout moment des mesures correctives.

Si l'exploitant ne prend pas les mesures correctives nécessaires, le Gouvernement prend lui-même ces mesures.

CHAPITRE 13. — *Contrôle et amende administrative*

Art. 30. § 1^{er}. La CWaPE peut enjoindre à toute personne soumise à l'application du présent décret de lui fournir, dans un délai qu'elle précise, toutes les informations nécessaires pour l'exécution de ses tâches, à l'exception des données à caractère personnel. Le destinataire de l'injonction transmet les informations demandées dans le délai fixé.

En l'absence de réaction suite à l'injonction formulée par la CWaPE et sans préjudice de la possibilité d'infliger une amende administrative au sens de l'article 31 pour non-respect de l'injonction, le président ou un directeur de la CWaPE est autorisé à :

1^o pénétrer, à tout moment, dans les installations, locaux, terrains et autres lieux sauf s'ils constituent un domicile au sens de l'article 15 de la Constitution;

2^o prendre copie des informations demandées, ou les emporter contre récépissé;

3^o interroger toute personne sur tout fait en rapport avec le présent article et enregistrer ses réponses.

L'autorisation visée à l'alinéa 2 ne permet pas d'accéder par la force ou la contrainte à des locaux professionnels, si les intéressés ne coopèrent pas et la personne concernée peut toujours faire valoir son droit au silence.

A cette occasion, le membre du comité de direction de la CWaPE est porteur d'un mandat écrit émanant du comité de direction contenant les motifs du contrôle sur place et qui reproduit les termes du présent article.

Le membre du comité de direction de la CWaPE établit un procès-verbal. Sans préjudice de l'alinéa 3, le gestionnaire de réseau de CO₂, le gestionnaire de ramification locale de CO₂, l'exploitant d'une conduite directe de

CO₂ ou d'un terminal de liquéfaction et, le cas échéant, leurs filiales, sont tenus de se soumettre au contrôle sur place exécuté en vertu du présent paragraphe, sous peine de se voir infliger une amende administrative au sens de l'article 31.

§ 2. La CWaPE peut, en tout état de cause, procéder à un contrôle sur place des données et des installations du gestionnaire de réseau de CO₂ ou du gestionnaire de ramification locale de CO₂, ou d'un terminal de liquéfaction et, le cas échéant, leurs filiales.

Art. 31. Sans préjudice des autres mesures prévues par le présent décret, la CWaPE peut enjoindre à toute personne soumise à l'application du présent décret et sur qui pèsent des obligations en vertu du présent décret et de ses arrêtés d'exécution, y compris en ce qui concerne la méthodologie tarifaire applicable au gestionnaire de réseau de CO₂ ou au gestionnaire de ramification locale de CO₂, de se conformer à ces dispositions, y compris les décisions prises par la CWaPE en vertu de ces dispositions, dans le délai qu'elle détermine.

Si la CWaPE constate qu'à l'expiration du délai fixé par l'injonction visée à l'alinéa 1^{er}, la personne concernée reste en défaut de s'y conformer, la CWaPE peut lui infliger une amende administrative dont elle fixe le montant. Celui-ci ne peut être, par jour calendrier, inférieur à 250 euros ni supérieur à 100 000 euros. La décision de la CWaPE doit intervenir au maximum six mois après l'expiration du délai fixé par l'injonction visée à l'alinéa 1^{er}.

La CWaPE peut également infliger, dans les six mois de la prise de connaissance de leur commission et au plus tard dans les cinq ans de leur commission, une amende administrative pour des manquements à des dispositions déterminées du présent décret, de ses arrêtés d'exécution, ou de la méthodologie tarifaire entre 250 euros et 200 000 euros ou trois pour cent du chiffre d'affaires que la personne en cause a réalisé sur le marché régional du transport de CO₂ par canalisations au cours du dernier exercice écoulé, si ce dernier montant est supérieur.

Les articles 53bis à 53septies du décret du 12 avril 2001 relatif à l'organisation du marché régional de l'électricité sont applicables.

CHAPITRE 14. — Autorisation d'émettre des gaz à effet de serre

Art. 32. § 1^{er}. Le réseau de CO₂, les ramifications locales de CO₂ et les conduites directes de CO₂ connectés à un site de stockage de CO₂ sont soumis à une autorisation d'émettre des gaz à effet de serre délivrée par le Gouvernement.

§ 2. Le Gouvernement détermine la procédure d'instruction de la demande d'autorisation d'émettre des gaz à effet de serre et arrête le contenu de la demande ainsi que le contenu de la décision d'autorisation.

Le Gouvernement délivre une autorisation d'émettre des gaz à effet de serre concernant les émissions en provenance du réseau de CO₂, des ramifications locales de CO₂ et des conduites directes de CO₂ s'il considère que le gestionnaire de réseau de CO₂, le gestionnaire de ramification locale de CO₂ ou l'exploitant d'une conduite directe de CO₂ est en mesure de surveiller et de déclarer les émissions de gaz à effet de serre.

L'autorisation d'émettre des gaz à effet de serre contient un programme de surveillance.

Le gestionnaire de réseau de CO₂, le gestionnaire de ramification locale de CO₂ ou l'exploitant d'une conduite directe de CO₂ peut actualiser le programme de surveillance et ensuite le soumettre au Gouvernement pour obtenir son approbation.

§ 3. Le gestionnaire de réseau de CO₂, le gestionnaire de ramification locale de CO₂ ou l'exploitant d'une conduite directe de CO₂ informe le Gouvernement de tous changements prévus en ce qui concerne la nature, le fonctionnement ou l'extension du réseau de CO₂, d'une ramification locale de CO₂ et des conduites directes de CO₂, susceptibles de nécessiter une actualisation de l'autorisation. Le cas échéant, le Gouvernement actualise l'autorisation. En cas de changement de l'identité du gestionnaire de réseau de CO₂, du gestionnaire de ramification locale de CO₂ ou de l'exploitant d'une conduite directe de CO₂, le Gouvernement met à jour l'autorisation pour y faire figurer le nom et l'adresse du nouveau gestionnaire ou du nouvel exploitant.

Le Gouvernement détermine la procédure en cas de changement nécessitant une actualisation de l'autorisation.

CHAPITRE 15. — Dispositions transitoires et modificatives

Art. 33. Pour la première désignation du gestionnaire de réseau de CO₂, le Gouvernement publie un appel à candidatures au *Moniteur belge* au plus tard nonante jours à compter de la date de publication du présent décret au *Moniteur belge*.

Le délai de remise des candidatures est de nonante jours à compter de la publication de l'appel à candidatures.

Dans les cent-quatre-vingts jours suivant le délai de remise des candidatures, le Gouvernement désigne le gestionnaire de réseau de CO₂.

Art. 34. Dans l'article 8, § 1^{er}, du décret du 12 avril 2001 relatif à l'organisation du marché régional de l'électricité, remplacé par le décret du 11 mai 2018 et modifié par les décrets du 2 mai 2019 et du 5 mai 2022, un alinéa rédigé comme suit est inséré entre les alinéas 2 et 3 :

" Le gestionnaire du réseau de distribution peut réaliser des activités de gestion d'une ramification locale de CO₂."

Art. 35. Dans l'article 7, § 1^{er}, du décret du 19 décembre 2002 relatif à l'organisation du marché régional du gaz, inséré par le décret du 11 mai 2018, un alinéa rédigé comme suit est inséré entre les alinéas 2 et 3 :

" Le gestionnaire du réseau de distribution peut réaliser des activités de gestion d'une ramification locale de CO₂."

Art. 36. A l'article D.XI.31 du décret du 14 mars 2024 instituant le Code de la gestion des ressources du sous-sol, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans le paragraphe 1^{er}, les modifications suivantes sont apportées :

- a) les mots " aux réseaux de transport et " sont abrogés;
- b) l'alinéa 2 est abrogé;

2° dans le paragraphe 2, les mots " Les exploitants des réseaux de transport et " sont abrogés;

3° dans le paragraphe 3, les mots " du transport et " sont abrogés.

Art. 37. Dans l'article D.XI.32 du décret du 14 mars 2024 instituant le Code de la gestion des ressources du sous-sol, les mots " le réseau de transport ou " sont chaque fois abrogés.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 28 mars 2024.

Le Ministre-Président,

E. DI RUPO

Le Vice-Président et Ministre de l'Économie, du Commerce extérieur, de la Recherche et de l'Innovation, du Numérique, de l'Aménagement du territoire, de l'Agriculture, de l'IFAPME et des Centres de compétences,
W. BORSUS

Le Vice-Président et Ministre du Climat, de l'Énergie, de la Mobilité et des Infrastructures,
Ph. HENRY

La Vice-Présidente et Ministre de l'Emploi, de la Formation, de la Santé, de l'Action sociale et de l'Économie sociale, de l'Égalité des chances et des Droits des femmes,
Ch. MORREALE

La Ministre de la Fonction publique, de l'Informatique, de la Simplification administrative, en charge des allocations familiales, du Tourisme, du Patrimoine et de la Sécurité routière,
V. DE BUE

Le Ministre du Logement, des Pouvoirs locaux et de la Ville,
Ch. COLLIGNON

Le Ministre du Budget et des Finances, des Aéroports et des Infrastructures sportives,
A. DOLIMONT
La Ministre de l'Environnement, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité et du Bien-être animal,
C. TELLIER

—
Note

(1) Session 2023-2024.
Documents du Parlement wallon, 1639 (2023-2024) N^{os} 1 à 6
Compte rendu intégral, séance plénière du 27 mars 2024
Discussion.
Vote.

—
ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2024/203602]

28. MÄRZ 2024 — Dekret über den Transport von Kohlendioxid durch Rohrleitungen (1)

Das Wallonische Parlament hat Folgendes angenommen und, Wir, Wallonische Regierung, sanktionieren es:

KAPITEL 1 — *Allgemeine Bestimmungen*

Artikel 1 - Durch vorliegendes Dekret wird Folgendes teilweise umgesetzt:

1° die Richtlinie 2003/87/EG des Europäischen Parlaments und des Rates vom 13. Oktober 2003 über ein System für den Handel mit Treibhausgasemissionszertifikaten in der Union und zur Änderung der Richtlinie 96/61/EG des Rates;

2° die Richtlinie 2009/31/EG des Europäischen Parlaments und des Rates vom 23. April 2009 über die geologische Speicherung von Kohlendioxid und zur Änderung der Richtlinie 85/337/EWG des Rates sowie der Richtlinien 2000/60/EG, 2001/80/EG, 2004/35/EG, 2006/12/EG und 2008/1/EG des Europäischen Parlaments und des Rates sowie der Verordnung (EG) Nr. 1013/2006.

Art. 2 - Für die Anwendung des vorliegenden Dekrets und seiner Ausführungserlasse gelten folgende Begriffsbestimmungen:

1° das CO₂-Netz: das Rohrleitungsnetz mit allen Zubehörteilen, einschließlich der zugehörigen Verdichter- und Entspannungsstationen, das dazu bestimmt ist, CO₂ von den Standorten der CO₂-emittierenden Tätigkeiten oder der lokalen CO₂-Verzweigungen zu den Folgenden zu transportieren:

a) Verbindungen zu gleichwertigen Transportnetzen in anderen Regionen, in anderen Mitgliedstaaten des Europäischen Wirtschaftsraums oder im Vereinigten Königreich; oder

b) Verflüssigungsterminals; oder

c) CO₂-Speicherstätten; oder CO₂-Wiederverwendungsstätten;

2° eine lokale CO₂-Verzweigung: ein Rohrleitungsnetz mit allen Zubehörteilen, einschließlich der zugehörigen Verdichter- und Entspannungsstationen, das dazu bestimmt ist, CO₂ zu transportieren, zusätzlich zum CO₂-Netz oder begrenzt im Verhältnis zum CO₂-Netz, unter den von der Regierung festgelegten Bedingungen;

3° der CO₂-Netzbetreiber: die juristische Person, die das CO₂-Netz betreibt und verwaltet;

4° ein Betreiber einer lokalen CO₂-Verzweigung: eine juristische Person, die eine lokale CO₂-Verzweigung betreibt und verwaltet;

5° eine direkte CO₂-Leitung: eine CO₂-Transportleitung, die nicht mit dem CO₂-Netz verbunden ist und ein Unternehmen, das CO₂-emittierende Tätigkeiten durchführt, direkt mit einer CO₂-Wiederverwendungsstätte, einem CO₂-Verflüssigungsterminal oder einer CO₂-Speicherstätte verbindet;

6° eine CO₂-Wiederverwendungsstätte: eine Infrastruktur, in der das erzeugte und abgeschiedene CO₂ für industrielle oder landwirtschaftliche Zwecke verarbeitet wird;

7° eine CO₂-Speicherstätte: eine Speicherstätte, die im Sinne der Richtlinie 2009/31/EG des Europäischen Parlaments und des Rates vom 23. April 2009 über die geologische Speicherung von Kohlendioxid und zur Änderung der Richtlinie 85/337/EWG des Rates sowie der Richtlinien 2000/60/EG, 2001/80/EG, 2004/35/EG, 2006/12/EG und 2008/1/EG des Europäischen Parlaments und des Rates sowie der Verordnung (EG) Nr. 1013/2006 zugelassen wird;

8° ein Verflüssigungsterminal: eine Infrastruktur, in der CO₂ für den Transport zu einer CO₂-Speicherstätte oder zu einer CO₂-Wiederverwendungsstätte verflüssigt wird;

9° die CWaPE: die "Wallonische Kommission für Energie" nach Kapitel XI des Dekrets vom 12. April 2001 bezüglich der Organisation des regionalen Elektrizitätsmarkts;

10° eine Emissionstätigkeit in einem wettbewerbsfähigen Sektor: eine CO₂-Emissionstätigkeit nach oder gemäß Artikel 1 des Dekrets vom 10. November 2004 zur Einführung eines Systems für den Handel mit Treibhausgasemissionszertifikaten, zur Einrichtung eines wallonischen Kyoto-Fonds und über die Flexibilitätsmechanismen des Kyoto-Protokolls, mit Ausnahme von Tätigkeiten, die im Rahmen eines regulierten Monopols oder einer Aufgabe von öffentlichem Interesse ausgeübt werden, sowie der Kategorie des Transports von Treibhausgasen durch Rohrleitungen zum Zweck ihrer Speicherung in einer CO₂-Speicherstätte oder zum Zweck ihrer Wiederverwendung;

11° Hilfsdienste: Dienste, die für den Betrieb des CO₂-Netzes oder einer lokalen CO₂-Verzweigung notwendig sind;

12° ein CO₂-Strom: ein Stoffstrom, der sich aus den Verfahren der CO₂-Abscheidung ergibt;

13° eine Leckage: der unbeabsichtigte Austritt von CO₂ aus den CO₂-Transportrohrleitungen.

KAPITEL 2 — *Regulierungsbehörde des CO₂-Transportmarktes*

Art. 3 - Die Regulierungsbehörde des Marktes für den CO₂-Transport durch Rohrleitungen, über das CO₂-Netz oder über eine lokale CO₂-Verzweigung, ist die CWaPE.

Die CWaPE sorgt für die Förderung der Transparenz und Effizienz des Marktes für den CO₂-Transport in der Wallonischen Region.

Die CWaPE hat die folgenden Aufgaben:

1° eine Stellungnahme in den von vorliegendem Dekret oder seinen Ausführungserlassen bestimmten Fällen abgeben;

2° das Parlament und die Regierung beraten und über die Entwicklung des CO₂-Transportmarktes in der Wallonischen Region berichten;

3° aus eigener Initiative oder auf Antrag der Regierung Studien oder Forschungsarbeiten im Zusammenhang mit der Entwicklung eines transparenten und effizienten Marktes für den CO₂-Transport durchführen;

4° eine Tarifmethodik ausarbeiten und die Tarife gemäß den in Artikel 21 festgelegten Leitlinien genehmigen;

5° die Einhaltung aller Verpflichtungen, die ihnen durch das vorliegende Dekret und seine Ausführungserlasse auferlegt werden, durch den CO₂-Netzbetreiber, den Betreiber der lokalen CO₂-Verzweigung oder den Betreiber einer direkten CO₂-Leitung oder eines Verflüssigungsterminals sowie gegebenenfalls durch die Tochtergesellschaften, die von den oben genannten Akteuren mit dem täglichen Betrieb ihrer Tätigkeiten beauftragt wurden, überwachen.

Die CWaPE erstattet der Regierung Bericht über die Aufgaben, die ihr aufgrund des vorliegenden Dekrets übertragen werden, mit Ausnahme ihrer anderen Aufgaben sowie der Funktionsweise und Organisation der CWaPE im Allgemeinen.

KAPITEL 3 — *CO₂-Netzbetreiber und Betreiber lokaler CO₂-Verzweigungen*

Art. 4 - § 1. Die Regierung bestellt nach Stellungnahme der CWaPE einen CO₂-Netzbetreiber für einen erneuerbaren Zeitraum von 20 Jahren.

Die Regierung veröffentlicht im *Belgischen Staatsblatt* einen Bewerberaufruf für die Bestellung des CO₂-Netzbetreibers.

Der Bewerberaufruf bestimmt die Modalitäten für die Einreichung der Bewerbungen, die notwendigen Elemente, die es der CWaPE ermöglichen, die Bewerbungen zu bewerten, und der Regierung, die Bestellung vorzunehmen.

Innerhalb von sechzig Kalendertagen nach Ablauf der Frist für die Abgabe von Bewerbungen gibt die CWaPE ihre Stellungnahme zu jedem Bestellauftrag ab.

Die Regierung legt das Erneuerungsverfahren fest.

§ 2. Die Bestellung eines CO₂-Netzbetreibers erfolgt auf der Grundlage der folgenden Kriterien:

1° die Erfahrung des Bewerbers in der Verwaltung eines Transport- oder Verteilungsnetzes für Produkte in einem gasförmigen, flüssigen oder anderen Zustand;

2° die technische, finanzielle und organisatorische Leistungsfähigkeit des Bewerbers;

3° die Fähigkeit des Bewerbers, den Ausgleich des von ihm betriebenen Netzes zu gewährleisten; 4° die Erfahrung des Bewerbers in der Verwaltung eines für Dritte zugänglichen Netzes;

5° die Qualität des vom Bewerber eingereichten Entwicklungsplans, und insbesondere die Zuverlässigkeit, die geografische Abdeckung, die Geschwindigkeit und die Kosten, mit denen der Bewerber das CO₂-Netz ausbauen kann, unter Berücksichtigung des Zeitplans, innerhalb dessen der Bewerber die erforderlichen Genehmigungen erhält, und gegebenenfalls der Wiederverwendung bestehender Netze oder Rohrleitungen;

6° die Fähigkeit des Bewerbers, die in Artikel 5 genannten Anforderungen an die Unabhängigkeit und die Aktionärsstruktur zu erfüllen.

Die Regierung kann zusätzliche Kriterien für die Bestellung eines CO₂-Netzbetreibers hinzufügen. Diese zusätzlichen Kriterien führen nicht zu einer Verzerrung bei der Auswahl unter den Bewerbern.

§ 3. Wird das Mandat eines CO₂-Netzbetreibers nach Ablauf des Zeitraums von 20 Jahren nicht erneuert oder kommt es zu einem Konkurs oder einer Auflösung, so endet es.

Die Regierung kann die Bestellung eines CO₂-Netzbetreibers nach Inverzugsetzungsschreiben und Anhörung des CO₂-Netzbetreibers widerrufen, im Falle:

1° einer wichtigen Änderung in der Aktionärsstruktur des CO₂-Netzbetreibers, die die Unabhängigkeit der Verwaltung des CO₂-Netzes gemäß Artikel 6, § 2 und 3 gefährdet;

2° eines schwerwiegenden Verstoßes des CO₂-Netzbetreibers gegen seine Verpflichtungen, die ihm aufgrund des vorliegenden Dekrets und seiner Ausführungserlasse auferlegt werden.

Art. 5 - Nach einer Bedarfsbewertung, der Anhörung des CO₂-Netzbetreibers und der Stellungnahme der CWaPE kann die Regierung gemäß den Modalitäten und Bedingungen, die sie festlegt, einen Betreiber der lokalen Verzweigung des CO₂-Netzes für einen erneuerbaren Zeitraum von zwanzig Jahren bestellen.

Art. 6 - § 1. Der CO₂-Netzbetreiber hat entweder ein Eigentumsrecht oder ein Nutzungsrecht an dem CO₂-Netz, das er betreibt.

§ 2. Der CO₂-Netzbetreiber ist hinsichtlich seiner Rechtsform unabhängig von Gesellschaften, die eine Emissionstätigkeit in einem wettbewerbsfähigen Sektor oder eine Tätigkeit zur Wiederverwendung von CO₂ ausüben.

Eine in Absatz 1 genannte Gesellschaft darf keine repräsentativen Anteile am Kapital des CO₂-Netzbetreibers halten.

§ 3. Eine oder mehrere öffentliche Behörden halten allein oder gemeinsam mindestens fünfzig Prozent plus eins der repräsentativen Anteile am Kapital des CO₂-Netzbetreibers und mindestens fünfzig Prozent plus eins der Stimmrechte. Dieser Anteil kann direkt oder indirekt über Körperschaften erfolgen, an denen eine oder mehrere öffentliche Behörden allein oder gemeinsam mindestens fünfzig Prozent plus eins der repräsentativen Anteile am Kapital und mindestens fünfzig Prozent plus eins der Stimmrechte halten.

Für die Anwendung von Absatz 1 gelten der Staat, die Regionen, die Gemeinschaften, die lokalen Behörden, darunter die Gemeinden, die Provinzen, die Interkommunalen und die öffentlichen Sozialhilfzentren, sowie jede öffentlich-rechtliche Einrichtung, die von den obengenannten öffentlichen Behörden abhängig ist, als öffentliche

Behörden. Organisationen, bei denen mehr als die Hälfte der Mitglieder ihres Verwaltungs-, Leitungs- oder Aufsichtsorgans von einer öffentlichen Behörde bestellt werden, gelten als von einer öffentlichen Behörde abhängig.

Art. 7 - Der CO₂-Netzbetreiber:

- 1° erhält eine ausreichende technische Kapazität aufrecht, um den Transportbedarf des CO₂-Netzes zu decken;
- 2° erstellt, bewahrt und stellt der Regierung Pläne des CO₂-Netzes zur Verfügung;
- 3° behebt Unterbrechungen und Pannen, die im CO₂-Netz auftreten;
- 4° führt Register und Logbücher über das im CO₂-Netz transportierte CO₂;
- 5° gewährt potenziellen Nutzern den Zugang zum CO₂-Netz unter den Bedingungen der Artikel 21 und 25; und
- 6° stellt den Nutzern und potenziellen Nutzern die notwendigen Informationen über die Bedingungen für den Zugang zum CO₂-Netz zur Verfügung.

Die Regierung kann die Aufgaben des CO₂-Netzbetreibers näher bestimmen.

KAPITEL 4 — *Direkte CO₂-Leitung*

Art. 8 - Jede direkte CO₂-Leitung unterliegt der vorherigen Genehmigung durch die CWaPE, nach Stellungnahme des CO₂-Netzbetreibers und des Betreibers einer lokalen CO₂-Verzweigung. Der CO₂-Netzbetreiber und der Betreiber der lokalen Verzweigung geben ihre Stellungnahme innerhalb von 30 Tagen ab.

Die Regierung bestimmt nach Stellungnahme der CWaPE die objektiven und nicht diskriminierenden Kriterien für die Erteilung der Genehmigung, die für die Prüfung der Akte zu entrichtende Gebühr, die Modalitäten und Anforderungen, denen der Antrag des Bewerbers entsprechen muss, sowie die Frist, innerhalb derer die CWaPE ihre Entscheidung trifft.

Art. 9 - Die Genehmigung zum Betrieb einer CO₂-Direktleitung ist für den von der Regierung festgelegten Zeitraum gültig, der 20 Jahre nicht überschreiten darf. Dieser Zeitraum ist erneuerbar.

KAPITEL 5 — *Sicherheitsvorschriften*

Art. 10 - Auf Vorschlag des CO₂-Netzbetreibers und nach Stellungnahme der CWaPE legt die Regierung die allgemeinen Sicherheitsvorschriften im Rahmen der Planung, des Baus, des Betriebs und der Stilllegung des CO₂-Netzes, der lokalen CO₂-Verzweigungen und der direkten CO₂-Leitungen fest.

Diese allgemeinen Vorschriften legen unter anderem Folgendes fest:

- 1° die Verpflichtungen des CO₂-Netzbetreibers, des Betreibers der lokalen CO₂-Verzweigung oder des Betreibers einer direkten CO₂-Leitung zur Vermeidung und Behandlung von Unfällen durch die Einführung eines Sicherheitsmanagementsystems und eines Notfallplans;
- 2° die Sperrzone um das CO₂-Netz, eine lokale CO₂-Verzweigung oder jede direkte CO₂-Leitung sowie die damit verbundenen Bau-, Nutzungs-, Arbeits- oder Anpflanzungsverbote;
- 3° die Tiefen, in denen die Rohrleitungen verlegt werden können, und die Bedingungen, unter denen eine oberirdische Anlage verwendet werden kann;
- 4° den Schutz der Trassen;
- 5° den Schutz vor Korrosion;
- 6° die verwendeten Materialien und die Spezifikation für die Bereitstellung der Materialien sowie die Prüfung und Kontrolle der Materialien;
- 7° die Spezifikationen für die Berechnung der Rohrleitungen;
- 8° die Spezifikationen für die Ausführung der Arbeiten auf der Baustelle beim Verlegen der Rohrleitungen;
- 9° die Kontrolle der Baugruppen;
- 10° die Kontrolle der Arbeiten nach dem Verlegen und die Abnahmeprüfungen in Bezug auf die Wasserdichtheit;
- 11° die Betriebsbedingungen, einschließlich der Überwachung der Rohrleitungen, sowie Druck, Temperatur und Wandstärke;
- 12° die Verpflichtungen zur Kontrolle des CO₂-Netzes, der lokalen CO₂-Verzweigungen und der direkten CO₂-Leitungen;
- 13° die Anforderungen an die Risikoanalyse.

Art. 11 - Die Beteiligten, die die Arbeiten in der Nähe des CO₂-Netzes, einer lokalen CO₂-Verzweigung oder einer direkten CO₂-Leitung planen oder ausführen, der CO₂-Netzbetreiber, der Betreiber der lokalen CO₂-Verzweigung und die Betreiber der direkten CO₂-Leitungen erfüllen die von der Regierung vorgesehenen Verpflichtungen hinsichtlich der Konsultations- und Informationspflichten, die bei der Ausführung von Arbeiten in der Nähe von Anlagen für den CO₂-Transport durch Rohrleitungen einzuhalten sind.

Art. 12 - Das CO₂-Netz, die lokalen CO₂-Verzweigungen und die direkten CO₂-Leitungen werden gemäß den in Artikel 10, 11 und 32 vorgesehenen Regeln ausgelegt, gebaut, betrieben und stillgelegt.

Der CO₂-Netzbetreiber, der Betreiber der lokalen CO₂-Verzweigung und die Betreiber von CO₂-Direktleitungen gewährleisten die Errichtung, den Betrieb, die Instandhaltung, den Ausbau und die Außerbetriebnahme des CO₂-Netzes, der lokalen CO₂-Verzweigung oder der CO₂-Direktleitung in wirtschaftlicher und sicherer Weise und setzen angemessene Mittel ein, um die Sicherheit von Gütern und Personen unter Beachtung des Umweltschutzes zu gewährleisten.

Das CO₂-Netz, die lokale CO₂-Verzweigung und die CO₂-Direktleitung müssen den internen und externen Belastungen standhalten, denen sie unter normalen Betriebsbedingungen ausgesetzt werden können, und zwar zu den von der Regierung festgelegten Bedingungen.

KAPITEL 6 — *Gemeinnützige Vorrechte**Abschnitt 1 — In Bezug auf das öffentliche Eigentum:*

Art. 13 - § 1. Der CO₂-Netzbetreiber und der Betreiber der lokalen CO₂-Verzweigung haben das Recht, auf, unter oder über öffentlichem Eigentum alle Arbeiten auszuführen, die für die Einrichtung, den Betrieb und die Wartung des CO₂-Netzes oder der lokalen CO₂-Verzweigung erforderlich sind, und zwar unter Einhaltung der geltenden gesetzlichen und verordnungsrechtlichen Bestimmungen und unter den im vorliegenden Abschnitt festgelegten Bedingungen.

§ 2. Wenn die Region und die von ihr abhängigen juristischen Personen des öffentlichen Rechts, die Provinzen und die Gemeinden ein Problem hinsichtlich der Vereinbarkeit zwischen einer unter, auf oder über ihrem öffentlichen Eigentum errichteten Transportanlage und einem gemeinnützigen Projekt feststellen, wird dem CO₂-Netzbetreiber oder dem Betreiber der lokalen CO₂-Verzweigung eine Notifizierung, gegebenenfalls bereits im Rahmen der Vorstudie, mit einer begründeten Beschreibung des Vereinbarkeitsproblems zugesandt. Der CO₂-Netzbetreiber oder der Betreiber der lokalen CO₂-Verzweigung wird zu einem Konzertierungsgespräch eingeladen.

Die Konzertierung erstreckt sich zumindest auf den Grundsatz, die Modalitäten und den zeitlichen Ablauf der Umsetzung der Maßnahmen, die zur Gewährleistung der genannten Vereinbarkeit erforderlich sind, wobei die Interessen der betroffenen Parteien zu berücksichtigen sind.

Kommt nach der Konzertierung keine Einigung zustande, so kann der Verwalter des betreffenden öffentlichen Eigentums unter Berücksichtigung der Interessen der betroffenen Parteien Maßnahmen vorschreiben, die entweder in der Durchführung von Arbeiten bestehen, die die Aufrechterhaltung der Transportanlage einschließlich ihres Schutzes ermöglichen, oder in einer Änderung des Standorts oder der Trassen der Anlage. Die Modalitäten für die Durchführung der oben genannten Maßnahmen werden mit dem CO₂-Netzbetreiber oder dem Betreiber der lokalen CO₂-Verzweigung vereinbart.

Die so vorgenommenen Änderungen werden auf Kosten des CO₂-Netzbetreibers oder des Betreibers der lokalen CO₂-Verzweigung vorgenommen, wenn sie entweder aus Gründen der öffentlichen Sicherheit, zur Erhaltung der Schönheit eines Ortes, im Interesse eines öffentlichen Dienstes oder von Wasserläufen, Kanälen und öffentlichen Straßen oder aufgrund von Änderungen der Zufahrten zu den an der öffentlichen Straße gelegenen Grundstücken vorgeschrieben sind. In den anderen Fällen gehen sie zu Lasten der Region oder der von ihr abhängigen juristischen Personen des öffentlichen Rechts, der Provinz oder der Gemeinde, die dann einen vorherigen Kostenvorschlag verlangen und bei Uneinigkeit über den Preis der auszuführenden Arbeiten diese selbst ausführen können.

Abweichend vom vorstehenden Absatz gehen die Kosten der Arbeiten zu Lasten der Wallonischen Region oder der von ihr abhängigen juristischen Person des öffentlichen Rechts, wenn die Wallonische Region oder eine von ihr abhängige juristische Person des öffentlichen Rechts auf ihrem Eigentum und im Rahmen ihrer Befugnisse dem CO₂-Netzbetreiber oder dem Betreiber der lokalen CO₂-Verzweigung Änderungen auferlegt.

Art. 14 - § 1. Jeder CO₂-Netzbetreiber oder Betreiber einer lokalen CO₂-Verzweigung hat bei den Gemeinden, Provinzen und bei der Region eine jährliche Gebühr wegen der Nutzung des öffentlichen Eigentums durch das CO₂-Netz oder die lokale CO₂-Verzweigung, dessen bzw. deren Betreiber er ist, zu entrichten.

§ 2. Für das Jahr N und für eine bestimmte Gemeinde wird der Gesamtbetrag der Gebühr gemäß der von der Regierung festgelegten Formel errechnet.

§ 3. 35 des Gesamtbetrags der im Absatz 2 erwähnten Gebühr kommen der Region zu, 1 kommt der Provinz zu, auf deren Gebiet sich das CO₂-Netz oder die lokale CO₂-Verzweigung befindet, und der Saldo kommt den Gemeinden zu, auf deren Gebiet sich das CO₂-Netz oder die lokale CO₂-Verzweigung befindet. Die Verteilung des Saldos auf die Gemeinden, in denen der CO₂-Netzbetreiber oder der Betreiber der lokalen CO₂-Verzweigung tätig ist, erfolgt nach der von der Regierung festgelegten Formel. Falls ein CO₂-Netzbetreiber oder der Betreiber einer lokalen CO₂-Verzweigung Gebiete bedient, die sich über mehrere Provinzen erstrecken, wird der Anteil, der jeder Provinz zusteht, proportional nach den genannten in diesem Gebiet gelegenen Gemeinden gemäß der von der Regierung bestimmten Formel erstellt.

Bei der Einrichtung neuer Infrastrukturen in Bezug auf das CO₂-Netz oder die lokale CO₂-Verzweigung bestimmt die Regierung, ab welchem Jahr die Gebühr zu entrichten ist.

§ 4. Die Wallonische Regierung legt die Berechnungsmethode für die Gebühr fest und bestimmt das Verfahren und die Modalitäten für die Erhebung der Gebühr und die Rechtsmittel des CO₂-Netzbetreibers oder des Betreibers der lokalen CO₂-Verzweigung, der Region, der Provinz sowie der Gemeinde.

Abschnitt 2 — In Bezug auf Privateigentum

Art. 15 - § 1. Nach einer öffentlichen Untersuchung kann die Regierung die Einrichtung eines CO₂-Netzes oder einer lokalen CO₂-Verzweigung unter, auf oder über unbebauten privaten Grundstücken als gemeinnützig erklären.

Diese Gemeinnützigkeitserklärung gibt dem CO₂-Netzbetreiber oder dem Betreiber der lokalen CO₂-Verzweigung das Recht, solche Anlagen unter, auf oder über diesen unbebauten privaten Grundstücken einzurichten, für deren Überwachung zu sorgen und die zu deren Betrieb und Wartung notwendigen Arbeiten durchzuführen, und zwar jeweils zu den in dieser Erklärung festgelegten Bedingungen.

Die Arbeiten dürfen erst nach Ablauf einer zweimonatigen Frist ab der Notifizierung begonnen werden, die den betroffenen Eigentümern, Inhabern von dinglichen Rechten und Pächtern per Einschreibebrief zugestellt wird.

Bei der teilweisen Nutzung des privaten Grundstücks wird dessen Zweckbestimmung eingehalten. Sie bewirkt keine Enteignung, bildet jedoch eine gesetzliche gemeinnützige Dienstbarkeit, die jegliche Handlung verbietet, die den CO₂-Transportanlagen oder deren Betrieb schaden könnte.

§ 2. Der Anspruchsberechtigte der im Absatz 1 vorgesehenen Dienstbarkeit hat dem Eigentümer des mit dieser Dienstbarkeit belasteten Grundstücks oder den Inhabern von mit diesem Grundstück verbundenen dinglichen Rechten eine Entschädigung zu zahlen.

Die Entschädigung kann Gegenstand einer einzigen Zahlung sein. In diesem Fall gilt sie als pauschale Entschädigung; sie kann ebenfalls als im Voraus zu entrichtende jährliche Gebühr gezahlt werden.

§ 3. Die Regierung bestimmt:

1° das für die in Paragraph 1 erwähnte Gemeinnützigkeitserklärung zu befolgende Verfahren insbesondere die Form des Antrags, die Unterlagen, die diesem beizufügen sind, die Untersuchung der Akte und die durch die Behörden, die mit einem solchen Antrag befasst werden, vorzunehmenden Ermittlungen, die Fristen, innerhalb deren die zuständige Behörde entscheiden und dem Antragsteller ihre Entscheidung zustellen muss, und die von dem Antragsteller für die Prüfung der Akte zu zahlende Gebühr;

2° den Berechnungsmodus für die in Absatz 2 genannten Gebühren sowie deren Indexierungsmodus.

Art. 16 - Der Eigentümer des privaten Grundstücks, das mit einer Dienstbarkeit im Sinne von Artikel 15 § 1 belastet ist, kann innerhalb einer Frist von zwei Jahren, die ab der in Artikel 15 § 1 Absatz 3 vorgesehenen Notifizierung beginnt, die Regierung davon in Kenntnis setzen, dass er den Begünstigten der Dienstbarkeit auffordert, das genutzte Grundstück zu erwerben. Kommt keine Verkaufsvereinbarung zwischen dem Eigentümer des belasteten Grundstücks und dem Begünstigten der Dienstbarkeit auf gütlichem Wege zustande, so sind die Bestimmungen des Artikels 18 anwendbar.

Die Regierung bestimmt die Rechte und Pflichten des möglichen Inhabers eines dinglichen Rechts oder des möglichen Pächters im Rahmen des Verkaufs dieses Grundstücks.

Art. 17 - § 1. Beschließt der Eigentümer des belasteten Grundstücks oder die dort zur Errichtung von Bauten berechnigte Person, auf dem Grundstück zu bauen, so stellt er dem CO₂-Netzbetreiber oder dem Betreiber der lokalen CO₂-Verzweigung seine Entscheidung per Einschreibebrief zu. Letzterer ist verpflichtet, die Netzinfrastrukturen auf Verlangen des Betroffenen zu verlegen oder zu entfernen.

§ 2. Verlangt er die Verlegung der Infrastrukturen zwecks Bebauung des belasteten Grundstücks, so darf der Betroffene mit den Bauarbeiten erst achtzehn Monate nach der in Paragraph 1 genannten Notifizierung beginnen. Die Regierung kann dem CO₂-Netzbetreiber oder dem Betreiber der lokalen CO₂-Verzweigung gegebenenfalls eine zusätzliche Frist gewähren, um ihm die Beschaffung der für die Verlegung erforderlichen Genehmigungen zu ermöglichen. Er setzt den Grundstückseigentümer davon in Kenntnis.

Die Kosten für die Verlegung oder Entfernung der Infrastrukturen nach einer Notifizierung gemäß Paragraph 1 trägt der CO₂-Netzbetreiber oder der Betreiber der lokalen CO₂-Verzweigung.

§ 3. Verlangt der Betroffene die Verlegung der Infrastrukturen nicht, so behält der CO₂-Netzbetreiber oder der Betreiber der lokalen CO₂-Verzweigung das Recht, diese Anlagen zu überwachen und die für ihren Betrieb, ihre Wartung und ihre Reparatur erforderlichen Arbeiten auszuführen.

§ 4. Bei Eingang der in Paragraph 1 genannten Notifizierung kann der CO₂-Netzbetreiber oder der Betreiber der lokalen CO₂-Verzweigung dem Eigentümer des belasteten Grundstücks den Kauf des Grundstücks anbieten. Er setzt die Regierung davon in Kenntnis.

Wenn keine gütliche Einigung erzielt wird, finden die Bestimmungen nach Artikel 18 Anwendung.

Art. 18 - Der CO₂-Netzbetreiber oder der Betreiber der lokalen CO₂-Verzweigung, zugunsten dessen die Regierung einen Erlass zur Gemeinnützigkeitserklärung verabschiedet hat, kann auf seinen Antrag hin und innerhalb der Grenzen dieses Erlasses durch die Regierung dazu ermächtigt werden, die nötigen Enteignungen im Namen der Region aber auf seine Kosten weiterzuführen.

Art. 19 - Der CO₂-Netzbetreiber oder der Betreiber der lokalen CO₂-Verzweigung ist verpflichtet, Schäden zu reparieren, die durch von ihm bei der Errichtung oder während des Betriebs seiner Anlagen ausgeführte Arbeiten verursacht werden, und Drittpersonen für Schäden zu entschädigen, die ihnen entweder durch diese Arbeiten oder durch die Nutzung des mit der Dienstbarkeit belasteten Grundstücks entstehen; die Entschädigungen wegen der verursachten Schäden gehen vollständig zu Lasten dieses Betreibers; sie sind den Personen geschuldet, denen diese Schäden entstehen; ihre Höhe wird entweder auf gütlichem Wege oder auf gerichtlichem Wege festgesetzt.

KAPITEL 7 — *Gemeinwirtschaftliche Verpflichtung*

Art. 20 - Nach Stellungnahme der CWaPE kann die Regierung dem CO₂-Netzbetreiber oder den Betreibern einer lokalen CO₂-Verzweigung eine klar definierte, transparente und nicht diskriminierende gemeinwirtschaftliche Verpflichtung zur Finanzierung der Aufgaben der CWaPE aufgrund des vorliegenden Dekrets auferlegen, und deren Einhaltung von der CWaPE kontrolliert wird.

KAPITEL 8 — *Tarife*

Art. 21 - Die CWaPE verabschiedet nach Billigung der Regierung eine Tarifmethodologie bezüglich der Tarife für den Anschluss, die Nutzung und die Hilfsdienste, die für das CO₂-Netz und die lokale CO₂-Verzweigung anwendbar sind.

Diese Methodik beinhaltet ein Verfahren zur Billigung der Tarife durch die CWaPE und beachtet die folgenden Leitlinien:

1° die Tarife sind transparent, nicht diskriminierend und gerecht für die Nutzer;

2° die Tarife umfassen die Kosten für Anschluss, Nutzung und Hilfsdienste;

3° die Tarife sollen ein angemessenes Gleichgewicht zwischen der Qualität der erbrachten Dienstleistungen und den von den Nutzern getragenen Kosten sicherstellen; der CO₂-Netzbetreiber und der Betreiber der lokalen CO₂-Verzweigung vereinnahmen eine gerechte Gewinnspanne;

4° der CO₂-Netzbetreiber und der Betreiber der lokalen CO₂-Verzweigung wenden Abschreibungszeiträume an, die die erwartete wirtschaftliche Lebensdauer der Vermögenswerte widerspiegeln.

Die Tarifmethodik wird nach Konsultation der zuständigen staatlichen Behörden sowie der zuständigen Behörden der anderen Regionen, durch deren Gebiet die Rohrleitungen des CO₂-Netzes verlaufen, verabschiedet, um eine einheitliche Tarifierung zu gewährleisten.

Art. 22 - Die CWaPE genehmigt die Tarife für das CO₂-Netz und die lokalen CO₂-Verzweigungen, die sich vollständig auf dem Gebiet der Wallonischen Region befinden.

Wenn das CO₂-Netz die Grenze der Wallonischen Region überschreitet, konsultiert die CWaPE die zuständigen staatlichen Behörden sowie die zuständigen Behörden der anderen Regionen, durch deren Gebiet die genannten Rohrleitungen verlaufen, um eine einheitliche Tarifierung zu gewährleisten.

KAPITEL 9 — *Entwicklung des CO₂-Netzes und der lokalen CO₂-Verzweigungen*

Art. 23 - Der CO₂-Netzbetreiber erstellt einen Entwicklungsplan für das CO₂-Netz.

Der Betreiber der lokalen Verzweigung erstellt einen Entwicklungsplan für die lokale CO₂-Verzweigung.

Der Entwicklungsplan deckt einen Zeitraum von mindestens zehn Jahren ab und wird jedes Jahr überarbeitet.

Der Entwicklungsplan für das CO₂-Netz schließt eine detaillierte Schätzung des aktuellen und künftigen Kapazitätsbedarfs ein, zeigt, dass der CO₂-Netzbetreiber oder der Betreiber der lokalen CO₂-Verzweigung in der Lage ist, ein CO₂-Netz oder eine lokale CO₂-Verzweigung zu entwickeln, das bzw. die diesen Bedarf wirtschaftlich und technisch erfüllt, und enthält ein Investitionsprogramm mit folgenden Zielen:

- 1° die Industriestandorte oder -pole der Wallonischen Region bedienen und miteinander verbinden;
- 2° Transportkapazitäten anbieten, die es ermöglichen, die CO₂-Mengen transportieren;
- 3° das CO₂-Netz mit bestehenden oder geplanten lokalen CO₂-Verzweigungen in anderen Regionen und Nachbarländern und gegebenenfalls mit Verflüssigungsterminals miteinander verbinden.

Der Entwicklungsplan für eine lokale Verzweigung erfüllt die von der Regierung festgelegten Bedingungen und Ziele.

Die Betreiber von Verflüssigungsterminals arbeiten bei der Erstellung des Entwicklungsplans mit dem CO₂-Netzbetreiber und dem Betreiber der lokalen CO₂-Verzweigung zusammen und stellen ihm alle für die Planung erforderlichen Informationen zur Verfügung.

Der Entwicklungsplan wird nach Stellungnahme der CWaPE jährlich der Regierung zur Billigung vorgelegt. Die Regierung kann den CO₂-Netzbetreiber oder den Betreiber der lokalen CO₂-Verzweigung unter Angabe von Begründungen auffordern, zusätzliche Erklärungen oder Daten in den Plan einzuschließen. Die Regierung stimmt sich vorab mit der oder den zuständigen staatlichen Behörden sowie mit den zuständigen Behörden der anderen Regionen ab, um eine Stellungnahme abzugeben oder die Entwicklungspläne der bestellten Betreiber in den anderen Regionen zu genehmigen.

Nach der Billigung des Entwicklungsplans veröffentlicht der CO₂-Netzbetreiber oder der Betreiber der lokalen CO₂-Verzweigung den Entwicklungsplan auf seiner Website.

Die Regierung legt die Regeln und Fristen für das Verfahren zur Erstellung, Billigung und Veröffentlichung des Entwicklungsplans fest.

KAPITEL 10 — Zugang von Nutzern

Art. 24 - Der transportierte CO₂-Strom erfüllt die in Artikel D.XI.22 genannten Anforderungen, § 1 und 4 des Gesetzbuches über die Bewirtschaftung von Bodenschätzen.

Art. 25 - § 1. Potenziellen Nutzern wird unter den in den Paragraphen 2 bis 5 genannten Bedingungen Zugang gewährt:

- 1° zum CO₂-Netz, um das erzeugte und abgeschiedene CO₂ zu transportieren;
- 2° zu lokalen CO₂-Verzweigungen für den Transport des erzeugten und abgeschiedenen CO₂;
- 3° zu den Verflüssigungsterminals.

§ 2. Potenzielle Nutzer stellen beim CO₂-Netzbetreiber oder beim Betreiber der lokalen CO₂-Verzweigung über eine gesicherte Sendung einen Antrag auf Zugang zum CO₂-Netz, wobei sie alle relevanten Daten, insbesondere über das abgeschiedene CO₂ angeben.

Der Zugang zum CO₂-Netz oder zu einer lokalen CO₂-Verzweigung wird in einem Vertrag, dessen Muster der CWaPE zur Billigung vorgelegt wird, zwischen dem CO₂-Netzbetreiber oder dem Betreiber der lokalen CO₂-Verzweigung und dem Nutzer geregelt, der dem Nutzer einen transparenten, gerechten und nicht diskriminierenden Zugang zum CO₂-Netz oder zur lokalen CO₂-Verzweigung gewährleistet. Der CO₂-Netzbetreiber und der Betreiber der lokalen CO₂-Verzweigung veröffentlicht die Zugangsbedingungen auf seiner Website.

§ 3. Der CO₂-Netzbetreiber und der Betreiber der lokalen CO₂-Verzweigung gewähren dem potenziellen Nutzer Zugang zum CO₂-Netz oder zur lokalen CO₂-Verzweigung, wobei sie Folgendes berücksichtigen:

- 1° die Transportkapazität, die für das CO₂-Netz und die lokale CO₂-Verzweigung verfügbar ist oder unter zumutbaren Bedingungen verfügbar gemacht werden kann;
- 2° die Notwendigkeit, den Zugang zum CO₂-Netz oder zur lokalen CO₂-Verzweigung zu verweigern, wenn die technischen Spezifikationen unvereinbar sind und diese Unvereinbarkeit nicht auf angemessene Weise behoben werden kann;
- 3° die angemessenen Bedürfnisse des potenziellen Nutzers und die Interessen aller anderen Nutzer des CO₂-Netzes oder der lokalen CO₂-Verzweigung;
- 4° die verfügbare Speicherkapazität oder die Speicherkapazität, die vernünftigerweise verfügbar gemacht werden kann, oder die Verarbeitungskapazität der CO₂-Speicherstätte, des CO₂-Verflüssigungsterminals oder der CO₂-Wiederverwendungsstätte, zu der das abgeschiedene CO₂ transportiert wird.

§ 4. Der CO₂-Netzbetreiber oder der Betreiber der lokalen CO₂-Verzweigung kann den Zugang nur aus einem der folgenden Gründe verweigern:

- 1° die Nichteinhaltung der in Artikel 24 genannten Kriterien durch den CO₂-Strom;
- 2° eine mangelnde Kapazität des CO₂-Netzes oder der lokalen CO₂-Verzweigung oder eine Unvereinbarkeit mit deren technischen Spezifikationen;
- 3° eine mangelnde Speicher- oder Verarbeitungskapazität der CO₂-Speicherstätte, des CO₂-Verflüssigungsterminals oder der CO₂-Wiederverwendungsstätte, zu der das abgeschiedene CO₂ transportiert wird, oder eine Unvereinbarkeit mit deren technischen Spezifikationen.

Der CO₂-Netzbetreiber oder der Betreiber der lokalen CO₂-Verzweigung begründet die Entscheidung, den Zugang zum CO₂-Netz oder zur lokalen CO₂-Verzweigung zu verweigern.

Wird der Zugang wegen unzureichender Kapazität des CO₂-Netzes oder der lokalen CO₂-Verzweigung verweigert, so führt der CO₂-Netzbetreiber oder der Betreiber der lokalen CO₂-Verzweigung eine Kapazitätserhöhung oder andere Arbeiten nur dann durch, wenn diese wirtschaftlich gerechtfertigt sind. Um zu beurteilen, ob es wirtschaftlich gerechtfertigt ist, berücksichtigt der CO₂-Netzbetreiber oder der Betreiber der lokalen CO₂-Verzweigung die gemäß Artikel 22 genehmigten Tarife. Er berücksichtigt den finanziellen Beitrag, den der potenzielle Nutzer für die Kapazitätserhöhung aufbringen kann.

Die Regierung ist befugt, den CO₂-Netzbetreiber oder den Betreiber der lokalen CO₂-Verzweigung nach einer positiven Kosten-Nutzen-Analyse der CWaPE anzuweisen, die Entwicklung des CO₂-Netzes oder der lokalen CO₂-Verzweigung fortzusetzen, wenn die Entwicklung des CO₂-Netzes oder der lokalen CO₂-Verzweigung von

außergewöhnlicher wirtschaftlicher Bedeutung ist. Die Regierung bestimmt das anwendbare Verfahren und die Kriterien, denen die Kosten-Nutzen-Analyse entsprechen muss.

Die Regierung ist befugt, im Rahmen der verfügbaren Mittel gerechtfertigte zusätzliche Unterstützungsmaßnahmen zu ergreifen, um den Ausbau des CO₂-Netzes oder der lokalen CO₂-Verzweigung zu fördern.

§ 5. Die Verflüssigungsterminals, die die von der Regierung festgelegten Kriterien erfüllen, sind für Nutzer auf Anfrage zugänglich.

Der Antrag auf Zugang zum Verflüssigungsterminal wird beim Betreiber eines Verflüssigungsterminals per gesichertem Versand unter Angabe aller relevanten Daten, insbesondere über das abgeschiedene CO₂, eingereicht.

Der Zugang zum Verflüssigungsterminal wird in einem von der CWaPE bestätigten Vertrag zwischen dem Betreiber des Verflüssigungsterminals und dem Nutzer geregelt, der dem Nutzer einen transparenten, und nicht diskriminierenden Zugang zum Verflüssigungsterminal gewährleistet. Jeder Betreiber eines Verflüssigungsterminals veröffentlicht auf seiner Website die Zugangsbedingungen.

Betreiber von Verflüssigungsterminals gewähren dem potenziellen Nutzer Zugang zum Terminal und berücksichtigen dabei Folgendes:

- 1° die Kapazität und die technischen Spezifikationen des Terminals;
- 2° die angemessenen Bedürfnisse des potenziellen Nutzers und die Interessen aller anderen Nutzer des Terminals.

Betreiber von Verflüssigungsterminals können den Zugang aus einem der folgenden Gründe verweigern:

- 1° die Nichteinhaltung der in Artikel 24 genannten Kriterien durch den CO₂-Strom;
- 2° die mangelnde Kapazität des Terminals oder eine Unvereinbarkeit mit seinen technischen Spezifikationen.

Die Betreiber von Verflüssigungsterminals begründen die Entscheidung, den Zugang zu dem betreffenden Verflüssigungsterminal zu verweigern.

KAPITEL 11 — Streitbeilegung

Art. 26 - § 1. Der Regionale Mediationsdienst der CWaPE ist für die Prüfung und Behandlung von Fragen und Beschwerden zuständig, die den Transport von CO₂ durch Rohrleitungen betreffen oder sich auf die Tätigkeiten eines CO₂-Netzbetreibers, eines Betreibers einer lokalen CO₂-Verzweigung, eines Betreibers einer CO₂-Direktleitung oder eines Verflüssigungsterminals, eines Nutzers oder eines potenziellen Nutzers beziehen, insofern, als diese Anfrage oder Beschwerde in den Zuständigkeitsbereich der Region fällt.

§ 2. Der Regionale Mediationsdienst kann von jedem CO₂-Netzbetreiber, jedem Betreiber einer lokalen CO₂-Verzweigung, jedem Betreiber einer CO₂-Direktleitung oder eines Verflüssigungsterminals, jedem Nutzer oder potenziellen Nutzer rechtsgültig angerufen werden.

Unbeschadet anderer im vorliegenden Dekret vorgesehener Modalitäten werden die Anfragen und Beschwerden dem Regionalen Mediationsdienst per Post, Fax oder E-Mail zugestellt. Beschwerden sind nur zulässig, wenn der Beschwerdeführer nachweist, dass er zuvor ein Verfahren zur gütlichen Einigung mit dem CO₂-Netzbetreiber, dem Betreiber der lokalen CO₂-Verzweigung, dem Betreiber einer CO₂-Direktleitung oder eines Verflüssigungsterminals, dem Nutzer oder dem potenziellen Nutzer eingeleitet hat, und wenn die letzten Schritte des Beschwerdeführers nicht länger als ein Jahr vor dem Zeitpunkt der Einreichung der Beschwerde zurückliegen.

Die Regierung legt die Modalitäten für die Untersuchung der Akten durch den Regionalen Mediationsdienst fest.

§ 3. Mit Zustimmung der betroffenen Parteien versucht der Regionale Mediationsdienst, den Standpunkt der Parteien zu vereinen, um einen Kompromiss auf gütlichem Wege zu erleichtern.

Die Regierung legt die Regelung des Güteverfahrens fest.

§ 4. Stellt der Regionale Mediationsdienst im Rahmen der Untersuchung der Akte fest, dass der CO₂-Netzbetreiber, der Betreiber der lokalen CO₂-Verzweigung oder der Betreiber einer direkten CO₂-Leitung oder eines Verflüssigungsterminals bestimmte Bestimmungen des vorliegenden Dekrets oder dessen Ausführungserlasse missachtet hat, kann er die Akte an den Direktionsausschuss der CWaPE zur Anwendung des in Artikel 31 vorgesehenen Verfahrens weiterleiten.

§ 5. Der Regionale Mediationsdienst nimmt die im vorliegenden Artikel genannten Tätigkeiten in seinen Tätigkeitsbericht gemäß Artikel 48 des Dekrets vom 12. April 2001 bezüglich der Organisation des regionalen Elektrizitätsmarkts auf.

Art. 27 - § 1. Jede Streitsache, die das CO₂-Netz, eine lokale CO₂-Verzweigung, eine direkte CO₂-Leitung oder ein Verflüssigungsterminal hinsichtlich der Verpflichtungen betrifft, die dem CO₂-Netzbetreiber, dem Betreiber der lokalen CO₂-Verzweigung, dem Betreiber der direkten CO₂-Leitung oder dem Betreiber des Verflüssigungsterminals durch oder aufgrund des vorliegenden Dekrets auferlegt werden, mit Ausnahme derjenigen, die zivilrechtliche Rechte und Pflichten betreffen, kann vor der in Artikel 49 des Dekrets vom 12. April 2001 bezüglich der Organisation des regionalen Elektrizitätsmarkts genannten Streitsachenkammer verhandelt werden.

Die Streitsachenkammer ist befugt, den Antrag dem Regionalen Mediationsdienst weiterzuleiten, wenn sich zeigt, dass der Mediationsversuch zweckmäßig wäre. In diesem Fall setzt sie die Parteien davon in Kenntnis. Wenn der Antrag dem Regionalen Mediationsdienst weitergeleitet wird, werden die geltenden Verfahrensfristen vor der Streitsachenkammer während der Zeit ausgesetzt, die diese Dienststelle benötigt, um das Mediationsverfahren abzuschließen.

§ 2. Die Streitsachenkammer wird mittels eines Antrags per Einschreiben oder jegliches Mittel, das die Regierung für zulässig erklärt hat, angerufen.

Vor ihrer Entscheidung lädt die Streitsachenkammer die Parteien vor, wenn sie es für angemessen hält oder eine der Parteien dies beantragt. Wenn sie dies wünschen, können die Parteien einen Rechtsbeistand hinzuziehen.

Die Streitsachenkammer kann jede zweckdienliche Untersuchung durchführen oder durchführen lassen und bei Bedarf Experten bestellen und Zeugen anhören.

§ 3. Die Streitsachenkammer entscheidet innerhalb von zwei Monaten nach ihrer Anrufung. Diese Frist wird um zwei Monate erneuert, wenn die Kammer entschieden hat, gemäß vorstehendem Paragraphen Untersuchungen durchzuführen oder durchführen zu lassen. Mit Zustimmung des Beschwerdeführers kann die Frist erneut werden.

Die Entscheidungen der Streitsachenkammer werden begründet.

§ 4. Bei Dringlichkeit kann die Streitsachenkammer durch Antrag auf vorläufige Maßnahmen angerufen werden. Der Antragsteller muss zur Stützung seines Antrags den schweren und schwer zu behebenden Schaden geltend machen, der ihm ohne solche Maßnahmen droht.

§ 5. Die Entscheidungen der Streitsachenkammer können innerhalb von dreißig Tagen ab Datum ihrer Notifizierung oder, in Ermangelung einer Zustellung, ab deren Kenntnisnahme, Gegenstand einer Beschwerde im Verfahren mit unbeschränkter Rechtsprechung vor dem Märktegerichtshof werden. Die Beschwerde steht den Parteien der Streitsache vor der Streitsachenkammer sowie allen Personen, die ein Interesse haben, offen.

Gleichermaßen kann die zuerst handelnde Partei in Ermangelung einer Entscheidung der Streitsachenkammer innerhalb der in Paragraph 3 festgesetzten Frist die Streitsache innerhalb von dreißig Tagen ab Ablauf der in Paragraph 3 festgesetzten Frist vor den Märktegerichtshof bringen.

Die Regierung kann in den Rechtsstreit eingreifen, ohne dass dies jedoch das Verfahren verzögern darf.

Die in Absatz 1 genannte Beschwerde hat keine aufschiebende Wirkung.

Das Gerichtsgesetzbuch findet auf alle mit dem Verfahren vor dem Märktegerichtshof zusammenhängenden Aspekte Anwendung.

Art. 28 - Jede geschädigte Partei hat das Recht, binnen zwei Monaten nach der Veröffentlichung einer Entscheidung der CWaPE oder des Entscheidungsvorschlags der CWaPE im Rahmen eines Konsultierungsverfahrens, vor der CWaPE eine Beschwerde im Hinblick auf die Wiederüberprüfung ihrer Akte einzureichen. Diese Beschwerde hat keine aufschiebende Wirkung, außer wenn sie gegen eine Entscheidung gerichtet wird, durch die eine administrative Geldbuße auferlegt wird.

Nach Eingang der Beschwerde bestätigt die CWaPE deren Empfang unter Angabe des Datums, an dem die Beschwerde eingegangen ist.

Die CWaPE befindet sich binnen einer Frist von zwei Monaten nach dem Eingang der Beschwerde oder der zusätzlichen Informationen, die sie beantragt hat.

KAPITEL 12 — Überwachung der Auswirkungen auf die Umwelt und die menschliche Gesundheit

Art. 29 - § 1. Die Regierung richtet ein System von routinemäßigen oder sporadischen Inspektionen des CO₂-Netzes, der lokalen CO₂-Verzweigungen sowie der direkten CO₂-Leitungen und der Verflüssigungsterminals ein, um die Einhaltung der Anforderungen des vorliegenden Dekrets zu kontrollieren und zu fördern und die Auswirkungen auf die Umwelt und die menschliche Gesundheit zu überwachen.

§ 2. Im Falle einer Leckage oder einer erheblichen Unregelmäßigkeit unterrichtet der CO₂-Netzbetreiber, der Betreiber der lokalen CO₂-Verzweigung, der Betreiber der CO₂-Direktleitung oder der Betreiber des Verflüssigungsterminals unverzüglich die Wallonische Regierung sowie den betroffenen Bürgermeister und den betroffenen Provinzgouverneur. Er trifft die notwendigen Abhilfemaßnahmen - auch zum Schutz der menschlichen Gesundheit. Bei Leckagen und erheblichen Unregelmäßigkeiten, die ein Leckagerisiko bergen, unterrichtet der Betreiber ebenfalls die in Artikel 10 des Dekrets vom 10. November 2004 genannte Behörde.

Die Abhilfemaßnahmen werden auf der Grundlage des in Artikel 10 Absatz 2 Ziffer 1 genannten Notfallplans getroffen.

Die Regierung kann vom Betreiber jederzeit verlangen, die erforderlichen Abhilfemaßnahmen sowie Maßnahmen zum Schutz der menschlichen Gesundheit zu ergreifen. Hierbei kann es sich um zusätzlich zum Maßnahmenplan vorgesehene Abhilfemaßnahmen oder um andere Abhilfemaßnahmen handeln.

Die Regierung oder ihr Vertreter kann außerdem jederzeit selbst Abhilfemaßnahmen treffen.

Versäumt es der Betreiber, die notwendigen Abhilfemaßnahmen vorzunehmen, so trifft die Regierung oder ihr Vertreter diese Maßnahmen selbst.

KAPITEL 13 — Kontrolle und administrative Geldbuße

Art. 30 - § 1. Die CWaPE kann jede Person, die der Anwendung des vorliegenden Dekrets unterliegt, anweisen, ihr innerhalb einer von ihr festgelegten Frist alle für die Erfüllung ihrer Aufgaben erforderlichen Informationen, mit Ausnahme personenbezogener Daten, zur Verfügung zu stellen. Der Adressat der Anweisung übermittelt die angeforderten Informationen innerhalb der gesetzten Frist.

In Ermangelung einer Reaktion auf die von der CWaPE formulierte Anweisung und unbeschadet der Möglichkeit, eine administrative Geldbuße im Sinne von Artikel 31 für die Nichteinhaltung der Anweisung zu verhängen, ist der Vorsitzende oder ein Direktor der CWaPE dazu berechtigt:

1° zu jeder Zeit die Anlagen, Räumlichkeiten, Gelände und sonstige Örtlichkeiten zu betreten, außer wenn sie einen Wohnsitz im Sinne von Artikel 15 der Verfassung bilden.

2° Kopien von den angeforderten Informationen anzufertigen oder diese gegen Bestätigung mitzunehmen.

3° jede Person zu jedem Sachverhalt in Zusammenhang mit diesem Artikel zu befragen und deren Antworten aufzuzeichnen.

Die Genehmigung nach Absatz 2 erlaubt keinen gewaltsamen oder erzwungenen Zugang zu Geschäftsräumen, wenn die Betroffenen nicht kooperieren, und die betroffene Person kann immer noch ihr Recht auf Schweigen geltend machen.

Für diesen Anlass ist das Mitglied des Direktionsausschusses der CWaPE Inhaber eines schriftlichen Mandats des Direktionsausschusses, das die Kontrolle vor Ort begründet und das den Wortlaut dieses Artikels wiedergibt.

Das Mitglied des Direktionsausschusses der CWaPE erstellt ein Protokoll. Unbeschadet des Absatzes 3 sind der CO₂-Netzbetreiber, der Betreiber einer lokalen CO₂-Verzweigung, der Betreiber einer direkten CO₂-Leitung oder eines Verflüssigungsterminals und gegebenenfalls ihre Tochtergesellschaften verpflichtet, sich unter Androhung einer administrativen Geldbuße im Sinne von Artikel 31 der gemäß diesem Paragraphen durchgeführten Vor-Ort-Kontrolle zu unterziehen.

§ 2. Die CWaPE kann in jedem Fall eine Vor-Ort-Kontrolle der Daten und Anlagen des CO₂-Netzbetreibers oder des Betreibers einer lokalen CO₂-Verzweigung oder eines Verflüssigungsterminals und gegebenenfalls ihrer Tochtergesellschaften durchführen.

Art. 31 - Unbeschadet der anderen im vorliegenden Dekret vorgesehenen Maßnahmen kann die CWaPE jede Person anweisen, die der Anwendung des vorliegenden Dekrets unterliegt, und der Verpflichtungen aus diesem Dekret und dessen Ausführungserlassen, einschließlich der für den CO₂-Netzbetreiber oder den Betreiber einer lokalen

CO₂-Verzweigung anwendbaren Tarifmethodik auferlegt sind, diesen Bestimmungen, einschließlich der von der CWaPE aufgrund dieser Bestimmungen getroffenen Entscheidungen, innerhalb einer von ihr festgelegten Frist nachzukommen.

Stellt die CWaPE fest, dass die betroffene Person bei Fristende der in Absatz 1 genannten Anweisung dieser nicht genügt, kann die CWaPE ihr eine administrative Geldbuße, deren Höhe sie festsetzt, auferlegen. Diese kann je Kalendertag nicht unter 250 Euro und nicht über 100.000 Euro liegen. Die CWaPE muss spätestens sechs Monate nach dem Ablauf der in der Anweisung nach Absatz 1 festgelegten Frist eingreifen.

Die CWaPE kann auch innerhalb von sechs Monaten nach Kenntnisnahme ihres Begehens und spätestens innerhalb von fünf Jahren nach ihrem Begehen eine administrative Geldbuße für Verstöße gegen bestimmte Bestimmungen des vorliegenden Dekrets, seiner Ausführungserlasse oder der Tarifmethodik zwischen 250 Euro und 200.000 Euro oder drei Prozent des Umsatzes, den die betroffene Person im letzten abgelaufenen Geschäftsjahr auf dem regionalen Markt für den Transport von CO₂ durch Rohrleitungen erzielt hat, verhängen, falls dieser Betrag höher ist.

Die Artikel 53bis bis 53septies des Dekrets vom 12. April 2001 bezüglich der Organisation des regionalen Elektrizitätsmarkts sind anwendbar.

KAPITEL 14 — Genehmigung zur Emission von Treibhausgasen

Art. 32 - § 1. Das CO₂-Netz, die lokalen CO₂-Verzweigungen und die direkten CO₂-Leitungen, die mit einer CO₂-Speicherstätte verbunden sind, unterliegen einer von der Regierung erteilten Genehmigung zur Emission von Treibhausgasen.

§ 2. Die Regierung bestimmt das Verfahren zur Prüfung des Antrags auf Erteilung einer Genehmigung zur Emission von Treibhausgasen und legt den Inhalt des Antrags sowie den Inhalt der Genehmigungsentscheidung fest.

Die Regierung erteilt eine Genehmigung zur Emission von Treibhausgasen in Bezug auf Emissionen aus dem CO₂-Netz, den lokalen CO₂-Verzweigungen und den direkten CO₂-Leitungen, wenn sie der Ansicht ist, dass der CO₂-Netzbetreiber, der Betreiber der lokalen CO₂-Verzweigung oder der Betreiber einer direkten CO₂-Leitung in der Lage ist, die Treibhausgasemissionen zu überwachen und zu melden.

Die Genehmigung zur Emission von Treibhausgasen enthält ein Überwachungsprogramm.

Der CO₂-Netzbetreiber, der Betreiber der lokalen CO₂-Verzweigung oder der Betreiber einer direkten CO₂-Leitung kann das Überwachungsprogramm aktualisieren und es anschließend der Regierung zur Genehmigung vorlegen.

§ 3. Der CO₂-Netzbetreiber, der Betreiber der lokalen CO₂-Verzweigung oder der Betreiber einer direkten CO₂-Leitung setzt die Regierung in Kenntnis von allen geplanten Änderungen in Bezug auf die Art, den Betrieb oder die Erweiterung des CO₂-Netzes, einer lokalen CO₂-Verzweigung und der direkten CO₂-Leitungen, die eine Aktualisierung der Genehmigung erforderlich machen können. Gegebenenfalls aktualisiert die Regierung die Genehmigung. Im Falle einer Änderung der Identität des CO₂-Netzbetreibers, des Betreibers der lokalen CO₂-Verzweigung oder des Betreibers einer direkten CO₂-Leitung aktualisiert die Regierung die Genehmigung, um den Namen und die Anschrift des neuen Netzbetreibers oder Betreibers aufzunehmen.

Die Regierung bestimmt das Verfahren im Falle einer Änderung, die eine Aktualisierung der Genehmigung erfordert.

KAPITEL 15 — Übergangs- und Abänderungsbestimmungen

Art. 33 - Für die erste Bestellung des CO₂-Netzbetreibers veröffentlicht die Regierung im *Belgischen Staatsblatt* spätestens neunzig Tage ab dem Datum der Veröffentlichung des vorliegenden Dekrets im *Belgischen Staatsblatt* einen Bewerbungsaufruf.

Die Frist für das Einreichen der Bewerbungen beträgt neunzig Tage ab dem Tag der Veröffentlichung des Bewerbungsaufrufs.

Innerhalb von einhundertachtzig Tagen nach Ablauf der Frist für die Einreichung der Bewerbungen bestellt die Regierung den CO₂-Netzbetreiber.

Art. 34 - In Artikel 8 § 1 des Dekrets vom 12. April 2001 bezüglich der Organisation des regionalen Elektrizitätsmarkts, ersetzt durch das Dekret vom 11. Mai 2018 und abgeändert durch die Dekrete vom 2. Mai 2019 und vom 5. Mai 2022, wird ein Absatz mit folgendem Wortlaut zwischen den Absätzen 2 und 3 eingefügt:

„Der Verteilungsnetzbetreiber darf Tätigkeiten zur Verwaltung einer lokalen CO₂-Verzweigung durchführen.“

Art. 35 - In Artikel 7 § 1 des Dekrets vom 19. Dezember 2002 bezüglich der Organisation des regionalen Gasmarkts, eingefügt durch das Dekret vom 11. Mai 2018, wird ein Absatz mit folgendem Wortlaut zwischen den Absätzen 2 und 3 eingefügt:

„Der Verteilungsnetzbetreiber darf Tätigkeiten zur Verwaltung einer lokalen CO₂-Verzweigung durchführen.“

Art. 36 - In Artikel D.XI.31 des Dekrets vom 14. März 2024 zur Einführung des Gesetzbuches über die Bewirtschaftung von Bodenschätzen werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° in Paragraph 1 werden folgende Abänderungen vorgenommen:

a) die Wortfolge „zu Transportnetzen und“ wird aufgehoben;

b) Absatz 2 wird aufgehoben;

2° in Paragraph 2 wird die Wortfolge „Die Betreiber der Transportnetze und“ aufgehoben.

3° in Paragraph 3 wird die Wortfolge „des Transports und“ aufgehoben.

Art. 37 - In Artikel D.XI.32 des Dekrets vom 14. März 2024 zur Einführung des Gesetzbuches über die Bewirtschaftung von Bodenschätzen wird die Wortfolge „das Transportnetz oder“ jedes Mal aufgehoben.

Wir fertigen das vorliegende Dekret aus und ordnen an, dass es im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht wird.

Namur, den 28. März 2024

Der Ministerpräsident

E. DI RUPO

Der Vizepräsident und Minister für Wirtschaft, Außenhandel, Forschung und Innovation, digitale Technologien, Raumordnung, Landwirtschaft, das IFAPME und die Kompetenzzentren

W. BORSUS

Der Vizepräsident und Minister für Klima, Energie, Mobilität und Infrastrukturen
Ph. HENRY

Die Vizepräsidentin und Ministerin für Beschäftigung, Ausbildung, Gesundheit,
soziale Maßnahmen und Sozialwirtschaft, Chancengleichheit und Rechte der Frauen
Ch. MORREALE

Die Ministerin für den öffentlichen Dienst, Datenverarbeitung, administrative Vereinfachung,
beauftragt mit den Bereichen Kindergeld, Tourismus, Erbe und Verkehrssicherheit
V. DE BUE

Der Minister für Wohnungswesen, lokale Behörden und Städte
Ch. COLLIGNON

Der Minister für Haushalt, Finanzen, Flughäfen und Sportinfrastrukturen
A. DOLIMONT

Die Ministerin für Umwelt, Natur, Forstwesen, ländliche Angelegenheiten und Tierschutz
C. TELLIER

—
Fußnote

(1) Sitzung 2023-2024.

Dokumente des Wallonischen Parlaments, 1639 (2023-2024) Nrn. 1 bis 6.

Ausführliches Sitzungsprotokoll, öffentliche Sitzung vom 27. März 2024.

Diskussion.

Abstimmung.

—
VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2024/203602]

28 MAART 2024. — Decreet over het vervoer van koolstofdioxide via pijpleidingen (1)

Het Waalse Parlement heeft aangenomen en Wij, Waalse Regering, bekrachtigen hetgeen volgt:

HOOFDSTUK 1. — Algemene bepalingen

Artikel 1. Dit decreet strekt tot de gedeeltelijke omzetting van:

1° richtlijn 2003/87/EG van het Europees Parlement en van de Raad van 13 oktober 2003 tot vaststelling van een regeling voor de handel in broeikasgasemissierechten binnen de Gemeenschap en tot wijziging van Richtlijn 96/61/EG van de Raad;

2° richtlijn 2009/31/EG van het Europees Parlement en de Raad van 23 april 2009 betreffende de geologische opslag van kooldioxide en tot wijziging van Richtlijn 85/337/EEG van de Raad, de Richtlijnen 2000/60/EG, 2001/80/EG, 2004/35/EG, 2006/12/EG en 2008/1/EG en Verordening (EG) nr. 1013/2006 van het Europees Parlement en de Raad (1);

Art. 2. Voor de toepassing van dit decreet en van zijn uitvoeringsbesluiten wordt verstaan onder:

1° het CO₂-netwerk: het netwerk van pijpleidingen en alle toebehoren, inclusief de bijbehorende pomp- en ontpanstations, bestemd voor het transport van CO₂ van de locaties van CO₂-uitstotende activiteiten of van de lokale CO₂-clusters naar:

a) verbindingen met gelijkwaardige vervoersnetten in andere gewesten, in andere lidstaten van de Europese Economische Ruimte of in het Verenigd Koninkrijk; of

b) terminals voor vloeibaarmaking; of

c) CO₂-opslaglocaties; of locaties voor hergebruik van CO₂;

2° lokale CO₂-cluster: een net van pijpleidingen en alle toebehoren, inclusief de bijbehorende pomp- en ontpanstations, bestemd voor het vervoer van CO₂ in aanvulling op het CO₂-net of in beperkte mate ten opzichte van het CO₂-net, onder de voorwaarden bepaald door de Regering;

3° CO₂-netbeheerder: de rechtspersoon die het CO₂-net exploiteert en beheert;

4° beheerder van een lokale CO₂-cluster: de rechtspersoon die een lokale CO₂-cluster exploiteert en beheert;

5° een directe CO₂-leiding: een niet op het CO₂-net aangesloten pijpleiding voor het vervoer van CO₂ die een bedrijf dat CO₂-uitstotende activiteiten uitvoert, rechtstreeks verbindt met een locatie voor hergebruik van CO₂, een terminal voor vloeibaarmaking of een CO₂-opslaglocatie;

6° een locatie voor hergebruik van CO₂: een infrastructuur waar het geproduceerde en afgevangen CO₂ wordt verwerkt voor industriële of landbouwdoeleinden;

7° CO₂-opslaglocatie: een opslaglocatie erkend overeenkomstig Richtlijn 2009/31/EG van het Europees Parlement en de Raad van 23 april 2009 betreffende de geologische opslag van kooldioxide en tot wijziging van Richtlijn 85/337/EEG van de Raad, de Richtlijnen 200/60/EG, 2001/80/EG, 2004/35/EG, 2006/12/EG en 2008/1/EG en Verordening (EG) nr. 1013/2006 van het Europees Parlement en de Raad;

8° terminal voor vloeibaarmaking: een infrastructuur waar CO₂ vloeibaar wordt gemaakt voor het vervoer ervan naar een CO₂-opslaglocatie of een locatie voor hergebruik van CO₂-hergebruiklocatie;

9° "CWaPE": de "Commission wallonne pour l'Energie" (Waalse Energiecommissie) bedoeld in het decreet van 12 april 2001 betreffende de organisatie van de gewestelijke elektriciteitsmarkt;

10° emissie-activiteit in een concurrerende sector: een CO₂-uitstotende activiteit die valt onder of krachtens artikel 1 van het decreet van 10 november 2004 tot invoering van een regeling voor de handel in broeikasgasemissierechten, tot oprichting van een "Fonds wallon Kyoto" (Waal Kyotofonds) en betreffende de flexibiliteitsmechanismen van het

Protocol van Kyoto, met uitzondering van activiteiten die worden uitgevoerd in het kader van een gereguleerd monopolie of een opdracht van openbaar belang en de categorie van het vervoer van broeikasgassen via pijpleidingen met het oog op hun opslag in een CO₂-opslaglocatie of met het oog op hun hergebruik;

11° ondersteunende diensten: diensten die nodig zijn om het CO₂-net of een lokale CO₂-cluster te exploiteren;

12° stroom van CO₂: een stroom van stoffen die voortkomt uit CO₂ afvangprocessen;

13° een lek: elk onopzettelijk vrijkomen van CO₂ uit CO₂-pijpleidingen.

HOOFDSTUK 2. — Regulator voor de markt voor het vervoer van CO₂

Art. 3. De Regulator voor de markt voor het vervoer van CO₂ via pijpleidingen, via het CO₂-net of via een lokale CO₂-cluster, is de CWaPE.

De CWaPE bevordert de transparantie en efficiëntie van de markt voor het vervoer van CO₂ in het Waalse Gewest.

De CWaPE de volgende opdrachten:

1° advies uitbrengen in de gevallen die in dit decreet of de uitvoeringsbesluiten ervan zijn bepaald;

2° het Parlement en de Regering adviseren en verslag uitbrengen over de ontwikkeling van de markt van het vervoer van CO₂ in het Waalse Gewest;

3° op eigen initiatief of op verzoek van de Regering studies of onderzoek uitvoeren met betrekking tot de ontwikkeling van een transparante en efficiënte markt voor het transport van CO₂;

4° de tariefmethodologie ontwikkelen en de tarieven goedkeuren overeenkomstig de richtlijnen vastgesteld in artikel 21;

5° erop toezien dat de CO₂-netbeheerder, de beheerder van de lokale CO₂-cluster of de exploitant van een directe CO₂-pijpleiding of een terminal van vloeibaarmaking, alsook, in voorkomend geval, de dochterondernemingen waaraan voornoemde actoren de dagelijkse uitbating van hun activiteiten hebben toevertrouwd, alle verplichtingen naleven die hen worden opgelegd door dit decreet en de uitvoeringsbesluiten ervan.

De CWaPE rapporteert aan de Regering over de taken die haar krachtens dit decreet zijn toevertrouwd, met uitsluiting van haar andere taken en de werking en organisatie van de CWaPE in het algemeen.

HOOFDSTUK 3. — CO₂-netbeheerder en beheerder van een lokale CO₂-cluster

Art. 4. § 1. Na advies van de CWaPE benoemt de regering een CO₂-netbeheerder voor een hernieuwbare periode van 20 jaar.

De Regering publiceert in het *Belgisch Staatsblad* een oproep tot kandidaatstelling voor de aanwijzing van de CO₂-netbeheerder.

In de oproep tot kandidaatstelling worden de procedures voor het indienen van de kandidaturen, de informatie die nodig is om de CWaPE in staat te stellen de kandidaturen te beoordelen en de Regering om de aanwijzing te doen, gespecificeerd.

Binnen zestig kalenderdagen na afloop van de aanvraagperiode brengt de CWaPE advies uit over elke aanwijzingsaanvraag.

De Regering bepaalt de verleningsprocedure.

§ 2. De aanwijzing van een CO₂-netbeheerder is gebaseerd op de volgende criteria:

1° de ervaring van de kandidaat met het beheer van een net voor het transport of de distributie van producten in gasvormige, vloeibare of andere toestand;

2° de technische, financiële en organisatorische capaciteit van de kandidaat;

3° het vermogen van de kandidaat om het evenwicht van het door hem geëxploiteerde net te verzekeren; 4° de ervaring van de aanvrager met het beheer van een netwerk dat toegankelijk is voor derden;

5° de kwaliteit van het door de aanvrager ingediende ontwikkelingsplan, en in het bijzonder de betrouwbaarheid, de geografische dekking, de snelheid en de kostprijs waarmee de aanvrager het CO₂-net kan uitrollen, rekening houdend met het tijdschema waarbinnen de vereiste vergunningen door de aanvrager worden verkregen en, indien van toepassing, het hergebruik van bestaande netten of pijpleidingen;

6° het vermogen van de aanvrager om te voldoen aan de vereisten inzake onafhankelijkheid en samenstelling van de aandeelhouders bedoeld in artikel 5.

De Regering kan bijkomende criteria toevoegen voor de aanwijzing van een CO₂-netbeheerder. Deze aanvullende criteria hebben niet tot gevolg dat de keuze tussen kandidaten wordt verstoord.

§ 3. Als het mandaat aan het einde van de periode van twintig jaar niet wordt verlengd of in geval van faillissement of ontbinding, eindigt het mandaat van een CO₂-netbeheerder.

De Regering kan de aanwijzing van een CO₂-netbeheerder intrekken, na schriftelijke ingebrekestelling en na de CO₂-netbeheerder te hebben gehoord, in geval van:

1° een significante wijziging in het aandeelhouderschap van de CO₂-netbeheerder die de onafhankelijkheid van het beheer van het CO₂-net in het gedrang brengt, overeenkomstig artikel 6, § 2 en 3;

2° ernstige inbreuk door de CO₂-netbeheerder op zijn verplichtingen krachtens dit decreet of de uitvoeringsbesluiten ervan.

Art. 5. Na de behoeften te hebben geëvalueerd, de CO₂-netbeheerder te hebben geraadpleegd en het advies van de CWaPE te hebben ingewonnen, kan de Regering een beheerder van een lokale CO₂-cluster aanwijzen voor een hernieuwbare periode van twintig jaar, overeenkomstig de voorwaarden die zij bepaalt.

Art. 6. § 1. De CO₂-netbeheerder heeft ofwel een eigendomsrecht ofwel een gebruiksrecht op het CO₂-net dat hij beheert.

§ 2. De CO₂-netbeheerder is, wat zijn rechtsvorm betreft, onafhankelijk van maatschappijen die een emissieactiviteit in een concurrerende sector of een activiteit voor het hergebruik van CO₂ uitoefenen.

Een in lid 1 bedoelde maatschappij mag geen aandelen bezitten die het kapitaal van de CO₂-netbeheerder vertegenwoordigen.

§ 3. Een of meerdere overheidsinstanties bezitten alleen of samen ten minste vijftig procent plus één van de aandelen die het kapitaal van de CO₂-netbeheerder vertegenwoordigen en ten minste vijftig procent plus één van de stemrechten. Deze participatie kan direct of indirect zijn via entiteiten waarin een of meerdere overheidsinstanties alleen of samen ten minste vijftig procent plus één van de aandelen bezitten die het kapitaal vertegenwoordigen en ten minste vijftig procent plus één van de stemrechten.

Voor de toepassing van het eerste lid worden de Staat, de Gewesten, de Gemeenschappen, de plaatselijke besturen, met inbegrip van de gemeenten, de provincies, de intercommunales en de openbare centra voor maatschappelijk welzijn, alsmede elke publiekrechtelijke instelling die afhangt van voornoemde openbare besturen, als openbare besturen beschouwd. De instellingen waarvan meer dan de helft van de leden van het bestuurs-, leidinggevend of toezichthoudend orgaan door een overheidsinstantie is aangesteld, worden beschouwd als afhankelijk van een overheidsinstantie.

Art. 7. De CO₂-netbeheerder:

- 1° houdt voldoende technische capaciteit aan om de vervoersbehoeften van het CO₂-net te dekken;
 - 2° stelt plannen van het CO₂-net op, bewaart ze en stelt ze ter beschikking van de Regering;
 - 3° lost onderbrekingen en storingen op het CO₂-net op;
 - 4° houdt registers en logboeken bij van de CO₂ die in het CO₂-net wordt vervoerd;
 - 5° geeft de potentiële gebruikers toegang tot het CO₂-net onder de voorwaarden bepaald in de artikelen 21 en 25;
- en
- 6° verschaft de gebruikers en potentiële gebruikers de nodige informatie over de toegangsvoorwaarden tot het CO₂-net.

De Regering kan de taken van de CO₂-netbeheerder specificeren.

HOOFDSTUK 4. — *Directe CO₂-leiding*

Art. 8. Voor elke directe CO₂-leiding is voorafgaande toestemming van de CWaPE vereist, na advies van de CO₂-netbeheerder en de beheerder van de lokale CO₂-cluster. De CO₂-netbeheerder en de beheerder van de lokale CO₂-cluster geven hun advies binnen 30 dagen.

De Regering bepaalt, na advies van de CWaPE, de objectieve en niet-discriminerende criteria voor het verlenen van de toestemming, de vergoeding die moet worden betaald voor het onderzoeken van het dossier, de modaliteiten en vereisten waaraan de aanvraag van de kandidaat moet voldoen en de termijn waarbinnen de CWaPE een beslissing moet nemen.

Art. 9. De toestemming om een directe CO₂-leiding te exploiteren is geldig voor de door de Regering vastgestelde periode, die niet langer mag zijn dan twintig jaar. Deze periode kan worden verlengd.

HOOFDSTUK 5. — *Regels inzake zekerheid*

Art. 10. Op voorstel van de CO₂-netbeheerder en na advies van de CWaPE legt de Regering de algemene veiligheids-eisen vast voor het ontwerp, de bouw, de exploitatie en de ontmanteling van het CO₂-net, lokale CO₂-clusters en directe CO₂-leidingen.

Deze algemene voorschriften definiëren in het bijzonder:

- 1° de verplichtingen van de CO₂-netbeheerder, de beheerder van de lokale CO₂-cluster of de beheerder van een directe CO₂-leiding met betrekking tot het voorkomen en behandelen van ongevallen door het opzetten van een veiligheidsbeheersysteem en een noodplan;
- 2° de voorbehouden zone rond het CO₂-net, een lokale CO₂-cluster of een directe CO₂-leiding, en het daaraan verbonden verbod om te bouwen, te bezetten, te werken of aan te planten;
- 3° de ingravingsdiepte van de leidingen en de voorwaarden waaronder een bovengrondse installatie kan worden gebruikt;
- 4° de bescherming van het tracé;
- 5° de bescherming tegen corrosie;
- 6° de gebruikte materialen en de specificatie voor de levering van materialen alsook de testen en controle van materialen;
- 7° de specificaties voor de berekening van de leiding;
- 8° de specificaties voor de uitvoering van de werken op de werf bij de aanleg van leidingen;
- 9° de controle op de samengevoegde onderdelen;
- 10° de controle op de werken na de aanleg en de ontvangttesten op het vlak van de dichtheid;
- 11° de exploitatievoorwaarden, met inbegrip van het toezicht op de pijpleiding, alsook de druk, de temperatuur en de wanddikte;
- 12° de verplichtingen om het CO₂-net, lokale CO₂-clusters en directe CO₂-leidingen te controleren;
- 13° de vereisten inzake de risicoanalyse.

Art. 11. Exploitanten die werken plannen of uitvoeren in de nabijheid van het CO₂-net, een lokale CO₂-cluster of een directe CO₂-leiding, de beheerder van het CO₂-net, de beheerder van de lokale CO₂-cluster en de exploitanten van de directe CO₂-leidingen moeten voldoen aan de verplichtingen die de Regering stelt ten aanzien van de overleg- en informatieverplichtingen waaraan moet worden voldaan bij het uitvoeren van werken in de nabijheid van installaties voor het vervoer van CO₂ via pijpleidingen.

Art. 12. Het CO₂-net, de lokale CO₂-clusters en de directe CO₂-leidingen worden ontworpen, gebouwd, geëxploiteerd en buiten bedrijf gesteld in overeenstemming met de regels die zijn vastgelegd in de artikelen 10, 11 en 32.

De CO₂-netbeheerder, de exploitant van de lokale CO₂-cluster en de exploitanten van directe CO₂-leidingen moeten het CO₂-net, de lokale CO₂-cluster of de directe CO₂-leiding op een economische en veilige manier aanleggen, exploiteren, onderhouden, ontwikkelen en buiten gebruik stellen en moeten redelijke middelen gebruiken om de veiligheid van eigendommen en personen te verzekeren, met respect voor het milieu.

Het CO₂-net, de lokale CO₂-cluster en de directe CO₂-leiding moeten bestand zijn tegen de interne en externe spanningen waaraan ze onder normale bedrijfsomstandigheden kunnen worden blootgesteld, in overeenstemming met de door de Regering bepaalde voorwaarden.

HOOFDSTUK 6. — *Prerogatieven van openbaar nut*

Afdeling 1. — Met betrekking tot het openbaar domein

Art. 13. § 1. De CO₂-netbeheerder en de beheerder van een lokale CO₂-cluster hebben het recht om alle werken uit te voeren die nodig zijn voor de oprichting, de werking en het onderhoud van het CO₂-net of de lokale CO₂-cluster op, onder of boven het openbaar domein, in overeenstemming met de geldende wettelijke en reglementaire bepalingen en onder de in deze afdeling bepaalde voorwaarden.

§ 2. Wanneer het Gewest en de publiekrechtelijke rechtspersonen die ervan afhangen, de provincies en de gemeenten een probleem van verenigbaarheid vaststellen tussen een vervoerinstallatie opgericht onder, op of boven hun openbaar domein en een project van openbaar nut, wordt een kennisgeving, desgevallend reeds in de voorstudiefase, waarin het probleem van verenigbaarheid wordt beschreven en gemotiveerd, gestuurd naar de CO₂-netbeheerder of naar de beheerder van de lokale CO₂-cluster. De CO₂-netbeheerder of de beheerder van de lokale CO₂-cluster wordt uitgenodigd voor een overleg.

Het overleg heeft ten minste betrekking op het beginsel, de modaliteiten en het tijdschema voor de tenuitvoerlegging van de maatregelen die nodig zijn om de verenigbaarheid te waarborgen, waarbij rekening wordt gehouden met de belangen van de betrokken partijen.

Indien na afloop van het overleg geen overeenstemming is bereikt, kan de beheerder van het betrokken openbare domein, rekening houdend met de belangen van de betrokken partijen, maatregelen opleggen die bestaan in hetzij de uitvoering van werken voor het onderhoud van de vervoerinstallatie, met inbegrip van de beveiliging ervan, hetzij de wijziging van de locatie of het tracé van de installatie. De modaliteiten voor het implementeren van de bovenstaande maatregelen worden overeengekomen met de CO₂-netbeheerder of de beheerder van de lokale CO₂-cluster.

Wijzigingen die op deze manier worden aangebracht, worden uitgevoerd op kosten van de CO₂-netbeheerder of van de beheerder van de lokale CO₂-cluster wanneer ze worden opgelegd om redenen van openbare veiligheid, of om de schoonheid van een site te bewaren, of in het belang van een openbare dienst of van waterlopen, kanalen en openbare wegen, of omwille van wijzigingen aan de toegang tot eigendommen die langs de openbare weg liggen. In andere gevallen moeten ze worden betaald door het Gewest of de publiekrechtelijke rechtspersonen, de provincie of de gemeente, die dan een voorafgaande raming kunnen vragen en, in geval van onenigheid over de prijs van de uit te voeren werken, de werken zelf kunnen uitvoeren.

In afwijking van het vorige lid worden de kosten van de werken, wanneer wijzigingen door het Waalse Gewest of een publiekrechtelijke rechtspersoon op zijn domein en binnen zijn bevoegdheden worden opgelegd aan de CO₂-netbeheerder of de beheerder van de lokale CO₂-cluster, gedragen door het Waalse Gewest of de publiekrechtelijke rechtspersoon.

Art. 14. § 1. Elke CO₂-netbeheerder betaalt aan de gemeenten, de provincies en het Gewest een jaarlijkse retributie voor het gebruik van het openbaar domein door het CO₂-net of de lokale CO₂-cluster waarvan hij het beheer waarneemt.

§ 2. Voor het jaar *n* en voor een gegeven gemeente wordt het globale bedrag van de retributie vastgelegd op grond van de door de Regering vastgestelde formule.

§ 3. Het globale bedrag van de in § 2 bedoelde retributie is voor 35 bestemd voor het Gewest, voor 1 voor de provincie op het grondgebied waarvan het CO₂-net of de lokale CO₂-cluster gelegen is en het saldo voor de gemeenten op het grondgebied waarvan het CO₂-net of de lokale CO₂-cluster gelegen is. De verdeling van het saldo over de gemeenten waar de CO₂-netbeheerder of de beheerder van de lokale CO₂-cluster actief is, gebeurt volgens de door de Regering bepaalde formule. Indien een CO₂-netbeheerder of de beheerder van een lokale CO₂-cluster grondgebieden bedient die verspreid zijn over verschillende provincies, wordt het aan elke provincie verschuldigde aandeel proportioneel vastgesteld op basis van de betrokken gemeenten die in dat gebied zijn gelegen, in overeenstemming met de door de Regering vastgestelde formule.

Wanneer nieuwe infrastructuren met betrekking tot het CO₂-net of de lokale CO₂-cluster worden opgezet, zal de Regering bepalen vanaf welk jaar de retributie moet worden betaald.

§ 4. De Regering bepaalt de methode voor de berekening van de retributie en bepaalt de procedure en de methoden voor de inning van de vergoeding en het verhaal van de CO₂-netbeheerder of de beheerder van de lokale CO₂-cluster, het Gewest, de provincie en de gemeente.

Afdeling 2. — Met betrekking tot privé-eigendommen

Art. 15. § 1. De Regering kan, na een openbaar onderzoek, verklaren dat het in het openbaar belang is om een CO₂-net of een lokale CO₂-cluster onder, op of over onbebouwde particuliere grond aan te leggen.

De verklaring van algemeen nut geeft de CO₂-netbeheerder of de beheerder van de lokale CO₂-cluster, het recht dergelijke installaties onder, op of boven bedoelde privé-terreinen aan te leggen, er toezicht op te houden en de werken vereist voor de werking en het onderhoud ervan uit te voeren onder de voorwaarden vermeld in de verklaring.

De werken mogen slechts beginnen na afloop van een termijn van twee maanden te rekenen van het moment waarop de betrokken eigenaars, de houders van zakelijke rechten en huurders daarvan bij ter post aangetekende brief in kennis worden gesteld.

Bij de gedeeltelijke bezetting van het privé-erf wordt rekening gehouden met de bestemming ervan. De bezetting geeft niet aanleiding tot ontzetting maar vestigt een wettelijke erfdienstbaarheid van openbaar nut waarbij elke handeling verboden wordt die schade kan berokkenen aan de installaties voor het vervoer van CO₂ of aan hun exploitatie.

§ 2. De begunstigde van de in § 1 bedoelde erfdienstbaarheid moet een toelage betalen ten gunste van de eigenaar van het met deze erfdienstbaarheid bezwaarde erf of van de houders van aan dit erf gebonden zakelijke rechten.

De toelage kan het voorwerp uitmaken van een enige betaling. In dat geval wordt ze beschouwd als forfaitaire toelage; ze is ook betaalbaar in de vorm van een vooruit te betalen jaarlijkse retributie.

§ 3. De Regering bepaalt:

1° de voor de in § 1 bedoelde verklaring van algemeen nut te volgen procedure, met name de vorm van de aanvraag, de documenten die erbij moeten worden gevoegd, de behandeling van het dossier en de onderzoeken die uitgevoerd moeten worden door de met een dergelijke aanvraag belaste overheden, de termijnen waarin de bevoegde overheid moet beslissen en haar beslissing mededelen aan de aanvrager en de voor het onderzoek van het dossier te betalen retributie;

2° de wijze van berekening van de in § 2 bedoelde retributies alsmede de wijze voor het indexeren ervan.

Art. 16. De eigenaar van de met een erfdiensbaarheid bezwaard privé-erf als bedoeld in artikel 15, § 1, kan binnen een termijn van twee jaar na de in 15, § 1, derde lid bedoelde kennisgeving de Regering ervan in kennis stellen dat hij de begunstigde van de erfdiensbaarheid verzoekt het bezette terrein te kopen. Als er geen minnelijke verkoopovereenkomst wordt bereikt tussen de eigenaar van het bezwaard erf en de begunstigde van de erfdiensbaarheid, zijn de bepalingen van artikel 18 van toepassing.

De Regering bepaalt de rechten en verplichtingen van de eventuele houder van zakelijke rechten of van de eventuele huurder in verband met de verkoop van dat fonds.

Art. 17. § 1. Als de eigenaar van het bezwaarde erf of de persoon die gerechtigd is daarop gebouwen op te richten, beslist om op het fonds te bouwen, stelt hij de CO₂-netbeheerder of de beheerder van de lokale CO₂-cluster per ter post aangetekende brief in kennis van zijn beslissing. Deze is verplicht om de netinfrastructuur te verplaatsen of te verwijderen als de belanghebbende partij daarom vraagt.

§ 2. Indien hij verzoekt om verplaatsing van de infrastructuur met het oog op de bouw op het bezwaarde erf, mag de betrokkene niet eerder dan achttien maanden na de in paragraaf 1 bedoelde kennisgeving met de werken beginnen. In voorkomend geval kan de Regering de CO₂-netbeheerder of de beheerder van de lokale CO₂-cluster extra tijd geven om de vergunningen die nodig zijn voor deze verplaatsing. Hij informeert de eigenaar van het erf.

De kosten voor het verplaatsen of verwijderen van infrastructuur na een kennisgeving als bedoeld in § 1 worden gedragen door de CO₂-netbeheerder of de beheerder van de lokale CO₂-cluster.

§ 3. Als de betrokkene niet om de verplaatsing van de infrastructuur verzoekt, behoudt de CO₂-netbeheerder of de beheerder van de lokale CO₂-cluster het recht om toezicht te houden op deze installaties en om de werken uit te voeren die nodig zijn voor de exploitatie, het onderhoud en de herstelling ervan.

§ 4. Na ontvangst van de in § 1 bedoelde kennisgeving kan de CO₂-netbeheerder of de beheerder van de lokale CO₂-cluster e eigenaar van het bezwaarde erf voorstellen om het terrein te kopen. Daar licht hij de Regering over in.

Indien geen minnelijke schikking wordt bereikt, zijn de bepalingen van artikel 18 van toepassing.

Art. 18. De CO₂-netbeheerder of de beheerder van de lokale CO₂-cluster ten gunste waarvan een regeringsbesluit van openbaar nut werd uitgevaardigd, kan, op zijn verzoek en binnen de perken van dat besluit, door de Regering gemachtigd worden om de nodige onteigeningen uit te voeren in naam van het Gewest, maar op zijn kosten.

Art. 19. De CO₂-netbeheerder of de beheerder van de lokale CO₂-cluster is bovendien gehouden tot het herstellen van de schade aangericht door de werken die hij heeft uitgevoerd bij de oprichting of de exploitatie van zijn installaties alsmede tot de vergoeding van de schade aangericht aan derden ofwel door deze werken, ofwel door het gebruik van het met de erfdiensbaarheid bezwaarde erf; de schadevergoedingen voor de aangerichte schade zijn geheel ten laste van deze beheerder; ze moeten worden betaald aan de personen die schade hebben geleden; hun bedrag wordt ofwel minnelijk, ofwel door de rechtbanken bepaald.

HOOFDSTUK 7. — *Openbardienstverplichting*

Art. 20. Na ontvangst van het advies van de CWaPE kan de Regering een duidelijk omschreven, transparante en niet-discriminerende openbardienstverplichting opleggen aan de CO₂-netbeheerder of de beheerder van de lokale CO₂-cluster om de opdrachten van de CWaPE krachtens dit decreet te financieren, op de naleving waarvan de CWaPE toeziet.

HOOFDSTUK 8. — *Tarieven*

Art. 21. De CWaPE stelt, na goedkeuring door de Regering, een tariefmethodologie vast met betrekking tot de tarieven voor aansluiting, gebruik en ondersteunende diensten die van toepassing zijn op de CO₂-netbeheerder of de beheerder van de lokale CO₂-cluster.

Deze methodologie omvat een procedure voor de goedkeuring van de tarieven door de CWaPE en voldoet aan de volgende richtlijnen:

1° de tarieven zijn transparant, niet-discriminerend en billijk voor de gebruikers;

2° de tarieven omvatten de kosten voor aansluiting, gebruik en ondersteunende diensten;

3° de tarieven zijn gericht op een eerlijk evenwicht tussen de kwaliteit van de geleverde diensten en de kosten voor de gebruikers; de CO₂-netbeheerder of de beheerder van de lokale CO₂-cluster krijgen een eerlijke winstmarge;

4° de CO₂-netbeheerder en de beheerder van de lokale CO₂-cluster passen afschrijvingstermijnen toe die de verwachte economische levensduur van de activa weerspiegelen.

De tariefmethodologie wordt aangenomen na overleg met de bevoegde overheidsinstanties en met de bevoegde overheden van de andere gewesten waarvan het grondgebied door de pijpleidingen van het CO₂-net wordt doorkruist, om een consistente tarifiering te garanderen.

Art. 22. De CWaPE keurt de tarieven goed voor het CO₂-net en de lokale CO₂-clusters, die zich volledig binnen het Waalse Gewest bevinden.

Als het CO₂-net de grens van het Waalse Gewest overschrijdt, raadpleegt de CWaPE de bevoegde overheidsinstanties en de bevoegde overheden van de andere gewesten waarvan het grondgebied door deze pijpleidingen wordt doorkruist, om een consistente tarifiering te garanderen.

HOOFDSTUK 9. — *Ontwikkeling van het CO₂-net en van de lokale CO₂-clusters*

Art. 23. De CO₂-netbeheerder stelt een ontwikkelingsplan op voor het CO₂-net.

De beheerder van de lokale CO₂-cluster stelt een ontwikkelingsplan op voor de lokale CO₂-clustert.

Het ontwikkelingsplan bestrijkt een periode van minstens tien jaar en wordt jaarlijks herzien.

Het ontwikkelingsplan voor het CO₂-net bevat een gedetailleerde raming van de huidige en toekomstige capaciteitsvereisten, toont aan dat de CO₂-netbeheerder of de beheerder van de lokale CO₂-cluster in staat is om een CO₂-net of een lokale CO₂-cluster te ontwikkelen die economisch en technisch aan deze vereisten voldoet en bevat een investeringsprogramma met de volgende doelstellingen:

- 1° de industriële sites of centra van het Waalse Gewest bedienen en onderling verbinden;
- 2° transportcapaciteiten bieden die de hoeveelheden CO₂ kunnen vervoeren;
- 3° het CO₂-net verbinden met bestaande of geplande lokale CO₂-clusters in andere gewesten en buurlanden en, waar nodig, met terminals voor vloeibaarmaking.

Het ontwikkelingsplan voor een lokale cluster voldoet aan de voorwaarden en doelstellingen van de Regering.

De beheerders van terminals voor vloeibaarmaking werken samen met de CO₂-netbeheerder en de beheerder van de lokale CO₂-cluster om het ontwikkelingsplan op te stellen en hen te voorzien van alle informatie die nodig is voor planningsdoeleinden.

Het ontwikkelingsplan wordt jaarlijks ter goedkeuring voorgelegd aan de Regering, na advies van de CWaPE. De Regering kan de CO₂-netbeheerder of de beheerder van de lokale CO₂-cluster vragen om met redenen omklede aanvullende toelichtingen of gegevens in het plan op te nemen. De Regering pleegt vooraf overleg met de bevoegde overheidsinstanties en met de bevoegde overheden van de andere gewesten om advies uit te brengen of de ontwikkelingsplannen van de aangewezen beheerders in de andere gewesten goed te keuren.

Zodra het ontwikkelingsplan is goedgekeurd, publiceert de CO₂-netbeheerder of de beheerder van de lokale CO₂-cluster het ontwikkelingsplan op zijn website.

De Regering legt de regels en termijnen vast voor de procedure voor het opstellen, goedkeuren en publiceren van het ontwikkelingsplan.

HOOFDSTUK 10. — *Toegang van de gebruikers*

Art. 24. De vervoerde CO₂-stroom voldoet aan de eisen van artikel D.XI.22, § 1 en 4 van het Wetboek van het beheer van de ondergrondse rijkdommen.

Art. 25. § 1. Potentiële gebruikers wordt toegang verleend onder de in de paragrafen 2 tot en met 5 vermelde voorwaarden:

- 1° tot het CO₂-net om de geproduceerde en afgevangen CO₂ te transporteren;
- 2° tot de lokale CO₂-clusters om de geproduceerde en afgevangen CO₂ te transporteren;
- 3° tot de terminals voor vloeibaarmaking.

§ 2. Potentiële gebruikers dienen een beveiligd verzoek om toegang tot het CO₂-net in bij de CO₂-netbeheerder of de beheerder van de lokale CO₂-cluster, met vermelding van alle relevante gegevens, in het bijzonder met betrekking tot de opgevangen CO₂.

De toegang tot het CO₂-net of tot een lokale CO₂-cluster wordt geregeld in een contract, waarvan het model ter goedkeuring wordt voorgelegd aan de CWaPE, tussen de CO₂-netbeheerder of de beheerder van de lokale CO₂-cluster en de gebruiker, dat deze laatste een transparante, eerlijke en niet-discriminerende toegang tot het CO₂-net of tot de lokale CO₂-cluster garandeert. De CO₂-netbeheerder of de beheerder van de lokale CO₂-cluster publiceert de toegangsvoorwaarden op zijn website.

§ 3. De CO₂-netbeheerder en de beheerder van de lokale CO₂-cluster verlenen de potentiële gebruiker toegang tot het CO₂-net of de lokale CO₂-cluster, rekening houdend met :

- 1° de vervoerscapaciteit die beschikbaar is of redelijkerwijs beschikbaar kan worden gesteld voor het CO₂-net en de lokale CO₂-cluster;
- 2° de noodzaak om de toegang tot het CO₂-net of de lokale CO₂-cluster te weigeren in geval van onverenigbaarheid van technische specificaties die niet redelijkerwijs kan worden opgelost;
- 3° de redelijke behoeften van de potentiële gebruiker en de belangen van alle andere gebruikers van het CO₂-net of de lokale CO₂-cluster;
- 4° de opslagcapaciteit die beschikbaar is of redelijkerwijs beschikbaar kan worden gemaakt of de verwerkingscapaciteit van de CO₂-opslaglocatie, de terminal voor vloeibaarmaking of de locatie voor hergebruik van CO₂ waarnaar het afgevangen CO₂ wordt vervoerd.

§ 4. De CO₂-netbeheerder of de beheerder van de lokale CO₂-cluster kan de toegang alleen weigeren op een van de volgende gronden:

- 1° de niet-naleving van de in artikel 24 bedoelde criteria door de CO₂-stroom;
- 2° een gebrek aan capaciteit van het CO₂-net of de lokale CO₂-cluster, of incompatibiliteit met de technische specificaties ervan;
- 3° een gebrek aan opslag- of verwerkingscapaciteit op de CO₂-opslaglocatie, de terminal voor vloeibaarmaking of de locatie voor hergebruik van CO₂ waarnaar het afgevangen CO₂ wordt vervoerd, of onverenigbaarheid met de technische specificaties ervan.

De CO₂-netbeheerder en de beheerder van de lokale CO₂-cluster moet zijn beslissing om de toegang tot het CO₂-net of de lokale CO₂-cluster te weigeren motiveren.

Indien de toegang wordt geweigerd op grond van onvoldoende capaciteit in het CO₂-net of de lokale CO₂-cluster, zal de CO₂-netbeheerder en de beheerder van de lokale CO₂-cluster de capaciteit alleen verhogen of andere werken uitvoeren als dit economisch gerechtvaardigd is. Om de economische rechtvaardiging te beoordelen, houdt de CO₂-netbeheerder en de beheerder van de lokale CO₂-cluster rekening met de overeenkomstig artikel 22 goedgekeurde tarieven. Hij houdt rekening met de financiële bijdrage die de potentiële gebruiker kan leveren aan de capaciteitsverhoging.

De Regering is bevoegd om de CO₂-netbeheerder of de beheerder van lokale CO₂-cluster te bevelen om de ontwikkeling van het CO₂-net of de lokale CO₂-cluster voort te zetten, na een positieve kosten-batenanalyse door de CWaPE, wanneer de ontwikkeling van het CO₂-net of de lokale CO₂-cluster van uitzonderlijk economisch belang is. De Regering bepaalt welke procedure van toepassing is en aan welke criteria de kosten-batenanalyse moet voldoen.

De Regering is bevoegd om, binnen de beschikbare middelen, bijkomende steunmaatregelen te nemen die gerechtvaardigd zijn om de ontplooiing van het CO₂-net of de lokale CO₂-cluster aan te moedigen.

§ 5. De terminals voor vloeibaarmaking die voldoen aan de door de Regering vastgestelde criteria zijn op verzoek toegankelijk voor gebruikers.

Het verzoek om toegang tot de terminal voor vloeibaarmaking wordt via beveiligde zending ingediend bij de beheerder van een terminal voor vloeibaarmaking, met vermelding van alle relevante gegevens, in het bijzonder met betrekking tot de afgevangen CO₂.

De toegang tot de terminal voor vloeibaarmaking wordt geregeld in een contract, gevalideerd door de CWaPE, tussen de beheerder van de terminal voor vloeibaarmaking en de gebruiker, dat deze laatste een transparante, eerlijke en niet-discriminerende toegang tot de terminal voor vloeibaarmaking garandeert. Elke beheerder van een terminal voor vloeibaarmaking publiceert de toegangsvoorwaarden op zijn website.

De beheerders van terminals voor vloeibaarmaking verlenen de potentiële gebruiker toegang tot de terminal, rekening houdend met :

1° de capaciteit en technische specificaties van de terminal;

2° de redelijke behoeften van de potentiële gebruiker en de belangen van alle andere gebruikers van de terminal;

De beheerders van terminals voor vloeibaarmaking kunnen toegang weigeren om een van de volgende redenen:

1° de niet-naleving van de in artikel 24 bedoelde criteria door de CO₂-stroom;

2° het gebrek aan capaciteit of de onverenigbaarheid met de technische specificaties van de terminal.

De beheerders van terminals voor vloeibaarmaking motiveren het besluit om toegang tot de betrokken terminal voor vloeibaarmaking te weigeren.

HOOFDSTUK 11. — *Geschillenbeslechting*

Art. 26. § 1. De Gewestelijke Bemiddelingsdienst van de CWaPE is verantwoordelijk voor het onderzoeken en behandelen van vragen en klachten met betrekking tot het vervoer van CO₂ via pijpleidingen of met betrekking tot de activiteiten van een CO₂-netbeheerder, een beheerder van een lokale CO₂-cluster, een exploitant van een directe CO₂-leiding of een terminal voor vloeibaarmaking, een gebruiker of een potentiële gebruiker voor zover dit verzoek of deze klacht binnen de gewestelijke bevoegdheid valt.

§ 2. Elke CO₂-netbeheerder, elke beheerder van een lokale CO₂-cluster, elke exploitant van een directe CO₂-pleiding of van een terminal voor vloeibaarmaking elke gebruiker of potentiële gebruiker kan de zaak voorleggen aan de Gewestelijke Bemiddelingsdienst.

Onverminderd andere modaliteiten waarin dit decreet voorziet, worden vragen en klachten per post, fax of e-mail ingediend bij de Gewestelijke Bemiddelingsdienst. Klachten zijn alleen ontvankelijk als de klager kan aantonen dat hij eerder minnelijke stappen heeft ondernomen met de CO₂-netbeheerder, de beheerder van een lokale CO₂-cluster, de exploitant van een directe CO₂-leiding of van een terminal voor vloeibaarmaking, de gebruiker of potentiële gebruiker, en als de laatste stappen van de klager niet meer dan één jaar voor de datum waarop de klacht werd ingediend, werden ondernomen.

De Regering bepaalt de modaliteiten voor het onderzoek van de dossiers door de Gewestelijke Bemiddelingsdienst.

§ 3. Met de instemming van de betrokken partijen probeert de Gewestelijke Bemiddelingsdienst de standpunten van de partijen met elkaar te verzoenen om een minnelijke schikking tussen hen mogelijk te maken.

De Regering stelt de regels voor de bemiddelingsprocedure vast.

§ 4. Indien de Gewestelijke Bemiddelingsdienst tijdens het onderzoek van de zaak vaststelt dat de CO₂-netbeheerder, de beheerder van een lokale CO₂-cluster, de exploitant van een directe CO₂-pleiding of van een terminal voor vloeibaarmaking, specifieke bepalingen van dit decreet of de uitvoeringsbesluiten ervan niet heeft nageleefd, kan hij de zaak doorverwijzen naar het directiecomité van de CWaPE met het oog op de toepassing van de procedure bedoeld in artikel 31.

§ 5. De Gewestelijke Bemiddelingsdienst neemt de activiteiten bedoeld in dit artikel op in zijn activiteitenverslag bedoeld in artikel 48 van het decreet van 12 april 2001 betreffende de organisatie van de gewestelijke elektriciteitsmarkt.

Art. 27. § 1. Elk geschil met betrekking tot het CO₂-net, een lokale CO₂-cluster, een directe CO₂-leiding of een terminal voor vloeibaarmaking betreffende de verplichtingen die bij of krachtens dit decreet aan de beheerder van het CO₂-net, de beheerder van de lokale CO₂-cluster, de exploitant van de directe CO₂-leiding of de beheerder van de terminal voor vloeibaarmaking worden opgelegd, met uitzondering van de burgerlijke rechten en verplichtingen, kan worden voorgelegd aan de geschillenkamer bedoeld in artikel 49 van het besluit van 12 april 2001 betreffende de organisatie van de gewestelijke elektriciteitsmarkt.

Voor de andere geschillen is de Geschillenkamer gemachtigd om het verzoek aan de Gewestelijke Bemiddelingsdienst over te maken indien blijkt dat een bemiddelingspoging opportuun zou zijn. In dat geval brengt zij de partijen daarvan op de hoogte. Indien het verzoek aan de Gewestelijke Bemiddelingsdienst wordt overgemaakt, worden de vigerende proceduretermijnen voor de Geschillenkamer opgeschort gedurende de tijd die nodig is voor het afsluiten van de bemiddelingsprocedure.

§ 2. De zaak wordt aan de Geschillenkamer voorgelegd door middel van een verzoekschrift dat aangetekend wordt verzonden of op een andere wijze die door de Regering conform is verklaard.

Voorafgaand aan haar beslissing nodigt de Geschillenkamer de partijen uit om voor haar te verschijnen, indien zij dit passend acht of op verzoek van een van de partijen. Indien ze het wensen, kunnen de partijen zich door een raadsman laten bijstaan.

De Geschillenkamer kan overgaan of laten overgaan tot nodige onderzoeksmaatregelen en, indien nodig, deskundigen aanwijzen en getuigen horen.

§ 3. De Geschillenkamer brengt haar beslissing uit binnen drie maanden na de aanhangigmaking van de zaak. De termijn wordt met twee maanden verlengd indien de Kamer beslist heeft tot onderzoekshandelingen over te gaan of te laten overgaan overeenkomstig vorige paragraaf. Een nieuwe verlenging van de termijn is mogelijk mits toestemming van de klachtindiener.

De beslissingen van de Geschillenkamer zijn gemotiveerd en bindend.

§ 4. Bij dringende noodzaak kan een verzoek om voorlopige maatregelen bij de Geschillenkamer aanhangig worden gemaakt. Ter ondersteuning van zijn aanvraag moet de aanvrager de ernstige en moeilijk te herstellen schade aantonen die hij waarschijnlijk zal lijden indien dergelijke maatregelen uitblijven.

§ 5. Tegen de beslissingen van de Geschillenkamer kan binnen dertig dagen na de kennisgeving ervan of, bij gebreke van kennisgeving, na de dag waarop zij ter kennis van de Geschillenkamer zijn gekomen, beroep worden ingesteld bij het Marktenhof. Het beroep staat open voor de partijen bij het geschil voor de Geschillenkamer en voor iedere belanghebbende.

Ook als de Geschillenkamer niet binnen de in § 3 gestelde termijn tot een beslissing komt, kan de meest gereede partij het geschil binnen dertig dagen na het verstrijken van de in § 3 gestelde termijn aanhangig maken bij het Marktenhof.

De Regering kan in de zaak tussenkomen, zonder dat deze tussenkoms de procedure evenwel kan vertragen.

Het in lid 1 bedoelde beroep heeft geen schorsende kracht.

Het Gerechtelijk Wetboek is van toepassing op alle aspecten van de procedure voor het Marktenhof.

Art. 28. Elke benadeelde partij heeft het recht om, voor de CWaPE, een klacht neer te leggen, met het oog op zijn heroverweging binnen twee maanden na de bekendmaking van een beslissing van de CWaPE of van het voorstel van beslissing bepaald door de CWaPE in het kader van een raadplegingsprocedure. Deze klacht heeft geen schorsende werking tenzij ze is ingesteld tegen een beslissing tot het opleggen van een administratieve boete.

Na ontvangst van de klacht bevestigt de CWaPE de ontvangst ervan, met vermelding van de datum waarop de klacht is ontvangen.

De CWaPE beslist binnen een termijn van twee maanden te rekenen van de ontvangst van de klacht of van de bijkomende informatie die zij gevraagd heeft.

HOOFDSTUK 12. — Toezicht van de effecten op het milieu en de menselijke gezondheid

Art. 29. § 1. De Regering zet een systeem van routinematige en niet-routinematige inspecties op het CO₂-net, de lokale CO₂-clusters alsook op de directe CO₂-leidingen en de terminals voor vloeibaarmaking op met het doel de naleving van de eisen van dit decreet te controleren en te bevorderen en de effecten op het milieu en de volksgezondheid te monitoren.

§ 2. In geval van een lek of een belangrijke onregelmatigheid brengt de CO₂-netbeheerder, de beheerder van de lokale CO₂-cluster, de exploitant van de directe CO₂-leiding of de exploitant van de terminal voor vloeibaarmaking onmiddellijk de Waalse Regering en de burgemeester en gouverneur van de betrokken provincie op de hoogte. Hij treft de nodige corrigerende maatregelen, waaronder maatregelen betreffende de bescherming van de volksgezondheid. In geval van lekkages en significante onregelmatigheden die een lekkagerisico inhouden, stelt de exploitant ook de in artikel 10 van het decreet van 10 november 2004 bedoelde autoriteit daarvan in kennis.

Corrigerende maatregelen worden genomen op basis van het noodplan bedoeld in artikel 10, tweede lid, 1°.

De Regering kan van de exploitant op elk moment eisen de nodige corrigerende maatregelen te treffen, alsmede maatregelen betreffende de bescherming van de volksgezondheid. Deze kunnen een aanvulling zijn op of verschillen van die welke in het plan met corrigerende maatregelen zijn opgenomen.

De Regering kan ook altijd zelf corrigerende maatregelen treffen.

Wanneer de exploitant nalaat de nodige corrigerende maatregelen te treffen, neemt de Regering de vereiste corrigerende maatregelen zelf.

HOOFDSTUK 13. — Controle en administratieve boete

Art. 30. § 1. De CWaPE kan elke persoon die onderworpen is aan de toepassing van dit decreet bevelen haar binnen een door haar vastgestelde termijn alle informatie te verstrekken die nodig is voor de uitvoering van haar taken, met uitzondering van persoonsgegevens. De geadresseerde van het bevel verstrekt de gevraagde informatie binnen de gestelde termijn.

Bij gebreke van een reactie op het door de CWaPE uitgevaardigde bevel en onverminderd de mogelijkheid tot het opleggen van een administratieve boete in de zin van artikel 31 wegens niet-naleving van het bevel, is de voorzitter of een directeur van de CWaPE gemachtigd om :

1° elk ogenblik de installaties, lokalen, terreinen en andere plaatsen te betreden, behalve als ze een woning vormen in de zin van artikel 15 van de Grondwet;

2° een kopie van de gevraagde informatie te nemen of ze tegen ontvangstbewijs mee te nemen;

3° elke persoon vragen te stellen over elk feit in verband met dit artikel en zijn antwoorden registreren.

De in lid 2 bedoelde machtiging staat geen toegang met geweld of dwang tot bedrijfsruimten toe indien de betrokken personen niet meewerken, en de betrokken persoon kan altijd zijn zwijgrecht uitoefenen.

Bij deze gelegenheid heeft het lid van het directiecomité van de CWaPE een schriftelijk mandaat van het directiecomité bij zich waarin de redenen voor de inspectie ter plaatse zijn vermeld en waarin de voorwaarden van dit artikel zijn opgenomen.

Het lid van het directiecomité van de CWaPE stelt een proces-verbaal op. Onverminderd lid 3 zijn de CO₂-netbeheerder, de beheerder van de lokale CO₂-cluster, de exploitant van een directe

CO₂-leiding of van een terminal voor vloeibaarmaking en, indien van toepassing, hun dochterondernemingen, verplicht zich aan de overeenkomstig deze paragraaf uitgevoerde inspectie ter plaatse te onderwerpen, op straffe van een administratieve boete in de zin van artikel 31.

§ 2. De CWaPE mag in elk geval een controle ter plaatse uitvoeren van de gegevens en installaties van de CO₂-netbeheerder of de beheerder van de lokale CO₂-cluster, of van een terminal voor vloeibaarmaking en, indien van toepassing, hun dochterondernemingen.

Art. 31. Onverminderd de andere maatregelen waarin dit decreet voorziet, kan de CWaPE elke persoon die onderworpen is aan de toepassing van dit decreet en aan wie verplichtingen worden opgelegd krachtens dit decreet en zijn uitvoeringsbesluiten, onder meer met betrekking tot de tariefmethodologie van toepassing op de CO₂-netbeheerder of de beheerder van de lokale CO₂-cluster, bevelen om deze bepalingen, met inbegrip van de beslissingen genomen door de CWaPE op grond van deze bepalingen, na te leven binnen de termijn die zij bepaalt.

Indien de CWaPE vaststelt dat de betrokken persoon na het verstrijken van de in het eerste lid bedoelde termijn in gebreke blijft bij de naleving ervan, kan de CWaPE een administratieve boete opleggen, waarvan zij het bedrag bepaalt. Dit mag niet minder dan 250 euro of meer dan 100 000 euro per dag zijn. De beslissing van de CWaPE wordt genomen uiterlijk zes maanden na het verstrijken van de termijn die in het bevel bedoeld in het eerste lid is vastgesteld.

De CWaPE kan ook, binnen de zes maanden na kennisneming van hun aanstelling en uiterlijk binnen de vijf jaar na hun aanstelling, een administratieve boete opleggen voor inbreuken op specifieke bepalingen van dit decreet, zijn uitvoeringsbesluiten of de tariefmethodologie van 250 euro tot 200.000 euro of drie procent van de omzet die de persoon in kwestie heeft behaald op de gewestelijke markt voor het vervoer van CO₂ via pijpleidingen tijdens het laatste boekjaar, indien deze hoger is.

De artikelen 53bis tot 53 septies van het decreet van 12 april 2001 betreffende de organisatie van de gewestelijke elektriciteitsmarkt zijn van toepassing.

HOOFDTUK 14. — Vergunning om broeikasgassen uit te stoten.

Art. 32. § 1. Het CO₂-net, de lokale CO₂-clusters en directe CO₂-leidingen die verbonden zijn met een CO₂-opslaglocatie zijn onderworpen aan een broeikasgasemissievergunning die door de Regering wordt afgegeven.

§ 2. De Regering bepaalt de procedure voor de behandeling van aanvragen voor vergunningen voor broeikasgasemissies en beslist over de inhoud van de aanvraag en de vergunningsbeslissing.

De Regering zal een broeikasgasemissievergunning afgeven voor emissies van het CO₂-net, de lokale CO₂-clusters en directe CO₂-leidingen als zij van mening is dat de beheerder van het CO₂-net, de beheerder van de lokale CO₂-clusters of de exploitant van de directe CO₂-leidingen in staat is de broeikasgasemissies te bewaken en aan te geven.

De broeikasgasemissievergunning bevat een monitoringprogramma.

De CO₂-netbeheerder, de beheerder van de lokale CO₂-cluster of de exploitant van een directe CO₂-leiding kan het monitoringsprogramma bijwerken en vervolgens ter goedkeuring voorleggen aan de Regering.

§ 3. De CO₂-netbeheerder, de beheerder van de lokale CO₂-cluster of de exploitant van een directe CO₂-leiding brengen de Regering op de hoogte van alle geplande wijzigingen van de aard, de exploitatie of de uitbreiding van het CO₂-net, een lokale CO₂-cluster en directe CO₂-leidingen die kunnen vereisen dat de vergunning wordt bijgewerkt. Indien nodig zal de Regering de vergunning bijwerken. In het geval van een verandering in de identiteit van de CO₂-netbeheerder, de beheerder van de lokale CO₂-cluster of de exploitant van een directe CO₂-leiding, zal de Regering de vergunning bijwerken om de naam en het adres van de nieuwe beheerder of de nieuwe exploitant op te nemen.

De Regering bepaalt de procedure voor de opschorting en de intrekking van de vergunning.

HOOFDSTUK 15. — Overgangs- en slotbepalingen

Art. 33. Voor de eerste aanwijzing van de CO₂-netbeheerder publiceert de Regering uiterlijk negentig dagen na de datum van bekendmaking van dit besluit in het *Belgisch Staatsblad* een oproep tot kandidaatstelling in het *Belgisch Staatsblad*.

De uiterste termijn voor het indienen van aanvragen is negentig dagen vanaf de publicatie van de oproep tot kandidaatstelling.

Binnen honderdtachtig dagen na de uiterste datum voor het indienen van aanvragen wijst de Regering de CO₂-netbeheerder aan.

Art. 34. In artikel 8, § 1, van het decreet van 12 april 2001 betreffende de organisatie van de gewestelijke elektriciteitsmarkt, vervangen bij het decreet van 11 mei 2018 en gewijzigd bij het decreet van 2 mei 2019, wordt tussen de leden 2 en 3 een lid ingevoegd dat luidt als volgt:

“De distributienetbeheerder kan activiteiten uitvoeren voor het beheer van een lokale CO₂-cluster.”.

Art. 35. In artikel 7, § 1, van het decreet van 19 december 2002 betreffende de organisatie van de gewestelijke gasmarkt, voor het laatst gewijzigd bij het decreet van 11 mei 2018, wordt tussen de leden 2 en 3, een punt 2^obis ingevoegd, luidend als volgt:

“De distributienetbeheerder kan activiteiten uitvoeren voor het beheer van een lokale CO₂-cluster.”.

Art. 36. In artikel D.XI.31 van het decreet van 14 maart 2024 tot instelling van het Wetboek van het beheer van de ondergrondse rijkdommen:

1° in paragraaf 1 worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) 1° de woorden “tot de transportnetwerken en” worden opgeheven;

b) 2° het tweede lid wordt opgeheven;

2° in paragraaf 2 worden de woorden “Exploitanten van transportnetwerken en” opgeheven;

3° in paragraaf 3 worden de woorden “van het transport” opgeheven.

Art. 37. In artikel D.XI.32 van het decreet van 14 maart 2024 tot instelling van het Wetboek van het beheer van de ondergrondse rijkdommen worden de woorden “het transportnetwerk of” en de woorden “het betrokken transportnetwerk of” opgeheven.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 28 maart 2024.

De Minister-President,

E. DI RUPO

De Vice-Minister-President en Minister van Economie, Buitenlandse Handel, Onderzoek, Innovatie, Digitale Technologieën, Ruimtelijke Ordening, Landbouw, het “IFAPME”, en de Vaardigheidscentra,
W. BORSUS

De Vice-Minister-President en Minister van Klimaat, Energie, Mobiliteit en Infrastructuren,
Ph. HENRY

De Vice-Minister-President en Minister van Werk, Vorming, Gezondheid, Sociale Actie en Sociale Economie, Gelijke Kansen en Vrouwenrechten,

Ch. MORREALE

De Minister van Ambtenarenzaken, Informatica, Administratieve Vereenvoudiging, belast met Kinderbijslag, Toerisme, Erfgoed en Verkeersveiligheid,

V. DE BUE

De Minister van Huisvesting, Plaatselijke Besturen en Stedenbeleid,
Ch. COLLIGNON
De Minister van Begroting en Financiën, Luchthavens en Sportinfrastructuur,
A. DOLIMONT
De Minister van Leefmilieu, Natuur, Bossen, Landelijke Aangelegenheden en Dierenwelzijn,
C. TELLIER

Nota

(1) Zitting 2023-2024.
Stukken van het Waals Parlement, 1639 (2023-2024) Nrs. 1 tot 6.
Volledig verslag, plenaire zitting van 27 maart 2024
Bespreking.
Stemming.

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2024/203607]

28 MARS 2024. — Décret modifiant la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'action sociale en vue de simplifier le fonctionnement et l'organisation de leurs organes (1)

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement wallon, sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. Le présent décret règle, en application de l'article 138 de la Constitution, une matière visée à l'article 128 de celle-ci.

Art. 2. Dans l'article 7, alinéa 1^{er}, de la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'action sociale, remplacé par le décret du 8 décembre 2005, le 2^o est complété par les mots « au plus tard le jour de son élection ».

Art. 3. Dans l'article 9, alinéa 1^{er}, de la même loi, modifié en dernier lieu par le décret du 29 mars 2018, le 3^o est complété par le mot « provinciaux ».

Art. 4. Dans l'article 9^{ter} de la même loi, inséré par le décret du 6 octobre 2010 et modifié par le décret du 29 mars 2018, l'alinéa 2 est complété par les mots « telle que définie à l'article L5111-1, alinéa 1^{er}, 11^o et 12^o, du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ».

Art. 5. Dans l'article 14, alinéa 1^{er}, de la même loi, modifié par le décret du 29 mars 2018, les mots « sollicite son remplacement en application de l'article 15, § 3, » sont abrogés.

Art. 6. A l'article 15 de la même loi, modifié en dernier lieu par le décret du 1^{er} avril 2021, les modifications suivantes sont apportées :

1^o au paragraphe 2, alinéa 2, les mots « le même jour que » sont remplacés par les mots « le septième jour qui sui »;

2^o au paragraphe 6, les modifications suivantes sont apportées :

a) les mots « acceptée ou si cette démission fait l'objet d'un recours auprès des autorités tutélaires » sont remplacés par le mot « actée »;

b) les mots « l'acceptation de la démission ou jusqu'à la fin du litige » sont remplacés par les mots « la prise d'acte ».

Art. 7. A l'article 18 de la même loi, modifié par les décrets du 26 avril 2012 et du 29 mars 2018, les modifications suivantes sont apportées :

1^o au paragraphe 1^{er}, alinéa 2, les modifications suivantes sont apportées :

a) dans la première phrase, les mots « communal, le conseil de l'action sociale » sont insérés entre les mots « conseil » et les mots « et l'intéressé »;

b) dans la troisième phrase, le mot « communal » est inséré entre les mots « Le conseil » et les mots « prend acte »;

2^o au paragraphe 2, alinéa 2, les modifications suivantes sont apportées :

a) dans la première phrase, les mots « communal, le conseil de l'action sociale » sont insérés entre les mots « conseil » et les mots « et l'intéressé »;

b) dans la troisième phrase, le mot « communal » est inséré entre les mots « Le conseil » et les mots « prend acte »;

3^o au paragraphe 3, alinéa 2, les modifications suivantes sont apportées :

a) dans la première phrase, les mots « communal, le conseil de l'action sociale » sont insérés entre les mots « conseil » et les mots « et l'intéressé »;

b) dans la troisième phrase, le mot « communal » est inséré entre les mots « Le conseil » et les mots « prend acte ».

Art. 8. A l'article 19 de la même loi, modifié par le décret du 29 mars 2018, les modifications suivantes sont apportées :

1^o à l'alinéa 1^{er}, le mot « accepte » est remplacé par le mot « acte »; 2^o l'alinéa 2 est remplacé par ce qui suit :

« La démission prend effet à la date où le conseil communal l'acte. Lorsque la démission est actée par le conseil communal, elle ne peut plus être retirée. ».

Art. 9. A l'article 22 de la même loi, modifié en dernier lieu par le décret du 29 mars 2018, les modifications suivantes sont apportées :

1^o dans le paragraphe 3, l'alinéa 1^{er} est complété par la phrase : « Le président qui fait fonction durant l'empêchement ou l'absence exerce l'ensemble des prérogatives du président, en ce compris celle de siéger au collège communal. »;